

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2019

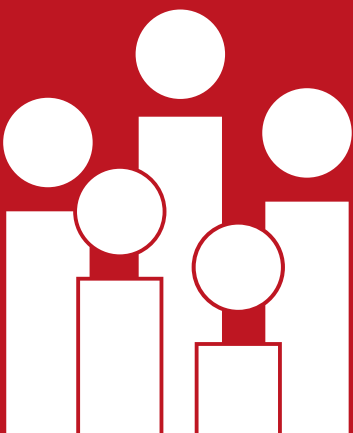


CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE DE GUYANE



SOMMAIRE

MISSION ET INTERVENTION DU CRPV GUYANE	5
CADRE D'INTERVENTION	6
MISSIONS	6
PARTENAIRES	8
CHIFFRES-CLEFS DE L'ANNÉE 2019	13
PÔLE POLITIQUE DE LA VILLE, APPROCHE TRANSVERSALE	17
LES PROFESSIONNELS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	20
OBSERVATION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	21
LE CONSEIL NATIONAL DES VILLES	21
LA CELLULE COMMUNICATION	23
PÔLE RECHERCHE ET POLITIQUES PUBLIQUES	25
JEUNESSE	28
INFORMATION JEUNESSE	30
DÉMARCHES PARTICIPATIVES	32
HABITAT ET RENOUVELLEMENT URBAIN	35
SANTÉ	37
PÔLE INGÉNIERIE SOCIALE	43
MÉDIATION SOCIALE	46
ACCÈS AU LOISIR ET CITOYENNETÉ	53
COORDINATION PROJET JEUNES INVISIBLES	56
PÔLE ADMINISTRATIF, FINANCIER ET DES RESSOURCES HUMAINES	59
LE BUDGET	60
LES RESSOURCES HUMAINES	61
LE SECRÉTARIAT ET LA COMPTABILITÉ	62
LA GOUVERNANCE	63
ANNEXES	64



MISSION ET
INTERVENTION
DU
CRPV GUYANE

CADRE D'INTERVENTION

Actuellement implantés dans la plupart des Régions, les centres de ressources de la politique de la ville assurent un rôle d'accompagnement, de qualification et d'animation de la réflexion collective auprès des acteurs et des professionnels et constituent un appui précieux à la mise en œuvre des politiques conduites par les pouvoirs publics.

Cette position est confortée par un nouveau cadre de référence national, officialisé en mars 2017, qui fixe les missions sociales des centres de ressources, ainsi que leurs rapports avec l'État. Il est accompagné d'une charte partenariale signée par les principales associations nationales d'élus (ARF, ADF, AdCF, AMF, AMGVF, Ville et Banlieue, Villes de France).

Ce nouveau cadre de référence mentionne un volet spécifique relatif aux centres de ressources ultramarins qui intègre certaines missions complémentaires aux missions sociales (missions hors QPV, Assistance à Maitrise d'Ouvrage, études, expérimentations...) afin de mieux répondre aux besoins et exigences des territoires ultramarins.

MISSIONS

Le CRPV Guyane détient plusieurs missions :

QUALIFIER, FACILITER LA MISE EN RÉSEAU ET ORGANISER DES ÉCHANGES DE PRATIQUES

Le CRPV Guyane a pour objectif de développer des programmes de qualification et la mise en réseaux des différentes catégories d'acteurs. Il développe des journées d'échanges, rencontres et anime des réseaux d'acteurs de la politique de la ville afin de favoriser les échanges de connaissances, d'expériences et de pratiques.

Ainsi, il assure :

- Des sessions de formation, des cycles de qualification, des groupes de travail
- L'organisation de journées de rencontres et d'échanges, des séminaires et tables rondes

Exemple de projets

- L'organisation et l'animation de réseaux d'acteurs (chefs de projet politique de la ville, habitat et renouvellement urbain, acteurs des politiques jeunesse, coordonnateurs des contrats locaux de santé, acteurs des politiques d'intégration, élus politique de la ville...)
- L'organisation de journées thématiques dans différents domaines : les projets de rénovation urbaine, la politique de cohésion européenne, le vieillissement des populations immigrées, la lutte contre les discriminations, la médiation sociale, etc.
- L'organisation de séminaires : France Médiation, séminaire sur la grande exclusion et ses spécificités dans les DROM, etc.

PRODUIRE LA CONNAISSANCE, CAPITALISER, DIFFUSER ET METTRE À DISPOSITION LES RESSOURCES

Le CRPV Guyane identifie et recense des expériences, des documents, des personnes et organismes pour répondre, voire anticiper, les demandes des acteurs ou les orienter vers d'autres sources susceptibles de leur apporter une réponse appropriée. Par ailleurs, le centre de ressources est mobilisé pour la production d'une connaissance locale. Il peut s'agir d'états des lieux, de diagnostics, d'enquêtes fortement connectés aux enjeux de la politique de la ville et qui visent à alimenter les stratégies locales.

Ainsi, il assure :

- Une veille informative sur l'actualité locale et nationale, alimentée notamment par le réseau national des centres de ressources politique de la ville
- La constitution et la gestion d'un fonds documentaire sélectif
- La capitalisation des expériences locales

Également, le CRPV Guyane produit des connaissances destinées à orienter les politiques publiques, à travers la réalisation de recherche-action. À ce titre, il assure la réalisation d'enquêtes, de diagnostic, d'études et d'évaluation.

Exemple de projets

- Les publications de la collection du CRPV telles que les « Portraits de jeunes », « La scolarité des 15-25 ans et développement d'une culture jeune en Guyane » ; « L'insertion professionnelle et l'emploi des jeunes en Guyane »...
- La rédaction de fiches d'expériences et compte-rendu des cycles de qualification tel que « Quelle prise en compte des questions de santé dans le volet urbain de la politique de la ville ? »...

La Démarche Jeunesse illustre cette mission. Il s'agit d'une recherche action qui consiste à connaître les modes de vie des jeunes de 16 à 25 ans (réalisation de 1648 questionnaires de jeunes de statuts divers, 159 entretiens socio-biographiques sur leurs trajectoires de vie, publications de 6 livrets thématiques, publication d'un ouvrage « Les jeunesses guyanaises dans une société en mutation », Frédéric Piatoni et Raphaël Wintrebert, etc.).

ENGAGER DES EXPÉRIMENTATIONS ET FACILITER LA MONTÉE EN COMPÉTENCES DES ACTEURS

Le CRPV Guyane est sollicité pour accompagner les acteurs des différents champs de la politique de la ville. Les formes d'accompagnement proposées peuvent être différentes : accompagnement des acteurs dans une logique d'assistance à maîtrise d'ouvrage, portage d'expérimentations, mise en œuvre d'ingénierie de formations, etc. Collectifs ou individuels, multisites ou mono-sites, ils peuvent relever d'appuis méthodologiques ponctuels ou relever de démarches qui s'inscrivent dans la durée.

Exemple de projets

- La mise en œuvre de la Médiation Sociale en Milieu Scolaire dans les établissements scolaires
- La mise en œuvre du Contrat Partenaires Jeunes, dispositif expérimental d'accès aux loisirs des jeunes pour des familles ayant de faibles ressources
- L'accompagnement à la professionnalisation des adultes-relais : formation des adultes-relais au métier de médiateur social et l'accompagnement à la mobilité professionnelle, notamment ceux en fin de contrat
- L'accompagnement et l'animation de l'Assemblée Territoriale des Jeunes de Guyane
- L'animation du site internet d'information jeunesse en Guyane : Yana-J
- L'accompagnement à la réalisation des documents stratégiques : Contrats Locaux de Santé, évaluation de contrat de ville, stratégie des politiques jeunesses

PARTENAIRES

Le partenariat avec le centre de ressources repose sur des collaborations de nature contractuelle qui alimentent la réflexion et la connaissance des enjeux du développement social et urbain et participent à la mise en œuvre de la politique de la ville. Le panorama partenarial présenté ci-dessous illustre la densité et l'étendue des relations que le centre a développé avec les institutions en charge de la politique de la ville et leurs partenaires.

L'ÉTAT CENTRAL

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT)

Issu de la fusion de l'Acisé, du SGCIV et de la DATAR, anciennement intitulé CGET, et notamment sa direction ville, l'ANCT est l'administration centrale en charge de la politique de la ville et des crédits. Elle anime le réseau des centres de ressources de la politique de la ville et les finance à travers une dotation annuelle. Par ailleurs, l'ANCT sollicite régulièrement le centre pour participer à des groupes de travail spécifiques.

La Direction Générale des Outre-mer (DGOM)

Administration centrale auprès du Ministère de l'Intérieur et du Ministère des Outre-mer, la DGOM est dédiée aux départements et territoires d'Outre-mer. La DGOM soutient le CRPV Guyane sur différents projets (Démarche Jeunesse, Conseil Local de Santé Mentale de Cayenne, habitat).

L'ÉTAT LOCAL

La Préfecture de la Guyane

L'État local est le partenaire incontournable des centres de ressources de la politique de la ville. Un représentant du corps préfectoral est le partenaire privilégié du centre pour la définition et la conduite de travaux spécifiques sur les contrats de ville. En Guyane, le Secrétaire Général Adjoint est l'interlocuteur dédié à la politique de la ville.

Certains sujets nécessitent des collaborations ponctuelles avec Le Secrétaire Général Aux Affaires Régionales (Europe, Pacte d'Avenir, Emploi, Illettrisme), le Directeur de cabinet du Préfet (sécurité et prévention de la délinquance) et leurs services respectifs. Suite à la réforme de l'État en Guyane, les services de la politique de la ville sont désormais en préfecture auprès du sous-préfet en charge du développement économique et social.

Fonds Interministériels de Prévention de la Délinquance (FIPD)

Le FIPD permet la mise en œuvre des orientations prioritaires de la stratégie nationale de prévention de la délinquance adoptée. Ces crédits alimentent les travaux du centre et notamment les expérimentations de médiation sociale et scolaire, ainsi que l'animation du réseau des professionnels et sa qualification.

Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)

La MILDECA coordonne les politiques publiques interministérielles en matière de lutte contre les drogues et les toxicomanies. La MILDECA soutient le centre dans ses travaux d'accompagnement à l'élaboration du Conseil Local de Santé Mentale, ainsi que l'animation du réseau des professionnels et sa qualification.

LES SERVICES DE L'ÉTAT

La Direction Générale de la Cohésion et des Populations de Guyane (DGCOPOP) | Direction Culture, Jeunesse et Sport

Direction en charge du volet culture, jeunesse et sport, la DGCOPOP nous soutient dans les travaux concernant la Jeunesse, notamment au sujet de l'information jeunesse.

La Direction Générale Territoire et Mer (DGTM)

Direction en charge du volet urbain de la politique de la ville et notamment du suivi local des programmes de renouvellement urbain. La DGTM a soutenu l'itinéraire de formation dédié aux professionnels du volet urbain et participe régulièrement à nos travaux.



LES AGENCES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

L'Agence Régionale de Santé (ARS)

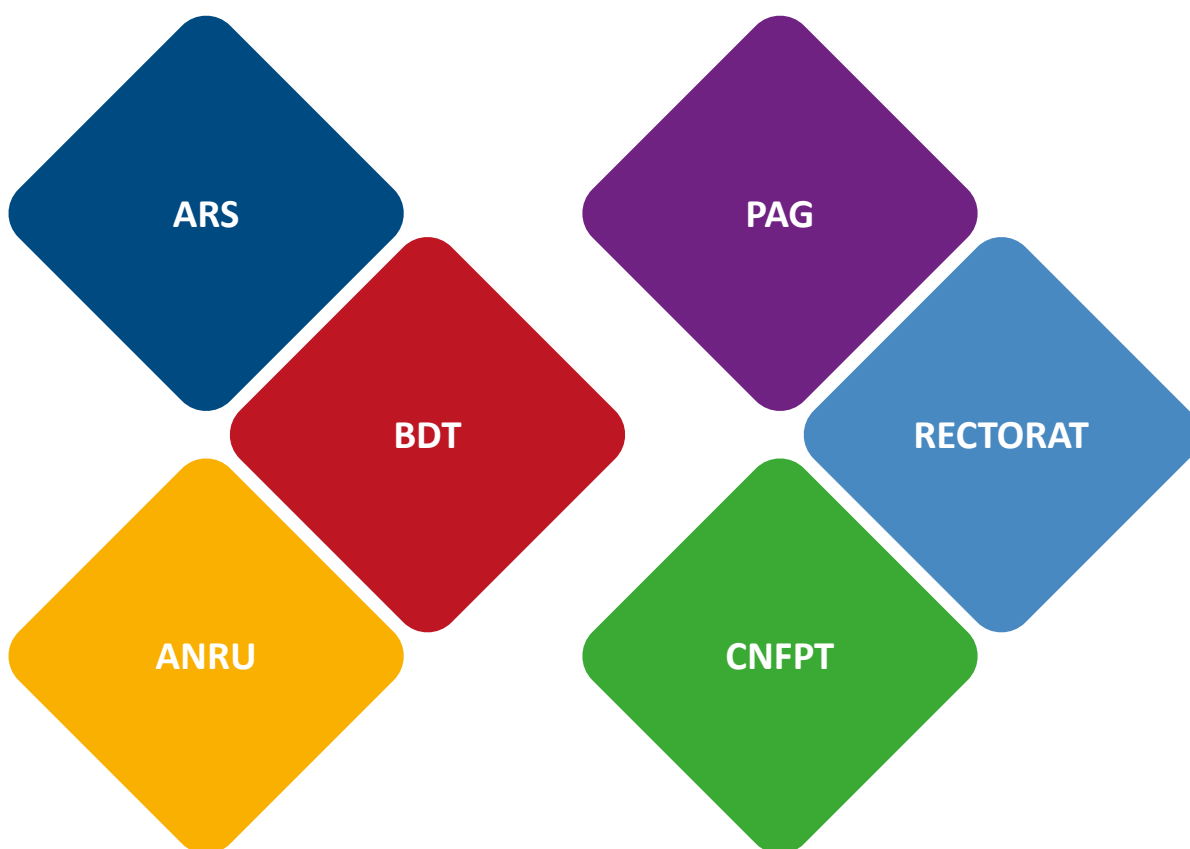
Autorité régionale de santé, l'ARS élabore et met en œuvre un schéma régional de santé qui entre en résonance avec le volet santé de la politique de la ville et ses dispositifs (ASV et CLS). Le centre est conventionné pour l'animation et la qualification des réseaux professionnels et l'accompagnement aux démarches locales de santé (CLS).

La Banque des Territoires (BDT)

La Banque des territoires, du groupe de la Caisse des dépôts, est un partenaire historique du centre et a contribué à sa préfiguration avec le Ministère de la ville en 2002. La Banque des Territoires soutient les travaux du centre en matière de développement économique et de renouvellement urbain.

L'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU)

Placée sous la tutelle de l'ANCT, l'ANRU assure le financement et la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain. Une convention avec le CNFPT et le CRPV Guyane permet le déploiement d'une offre de qualification inter régionale en direction des professionnels du volet urbain.



Le Parc Amazonien de Guyane (PAG)

Le Parc national préserve et valorise le patrimoine naturel et culturel qu'il abrite et accompagne les communautés dans un développement durable. Le PAG soutient la Démarche Jeunesse et ses différents travaux.

Le Rectorat

Le partenariat avec l'Éducation Nationale s'est principalement exprimé à travers un appui à l'élaboration de la plateforme de lutte contre le décrochage scolaire, puis sa mise en œuvre à travers un accompagnement à formalisation des outils. Une expérimentation de médiation scolaire est aujourd'hui l'occasion d'une collaboration renforcée avec des collègues, le Rectorat et le Groupement D'intérêt Public pour la Formation et l'Insertion Professionnelle (GIP-FCIP).

Le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)

La délégation Guyane du CNFPT est partenaire du centre sur le programme de qualification local et inter régional. Cette collaboration participe au développement d'une offre de formation politique de la ville adaptée au contexte territorial et à ses enjeux en matière de développement social et urbain.

LES COLLECTIVITÉS LOCALES

La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)

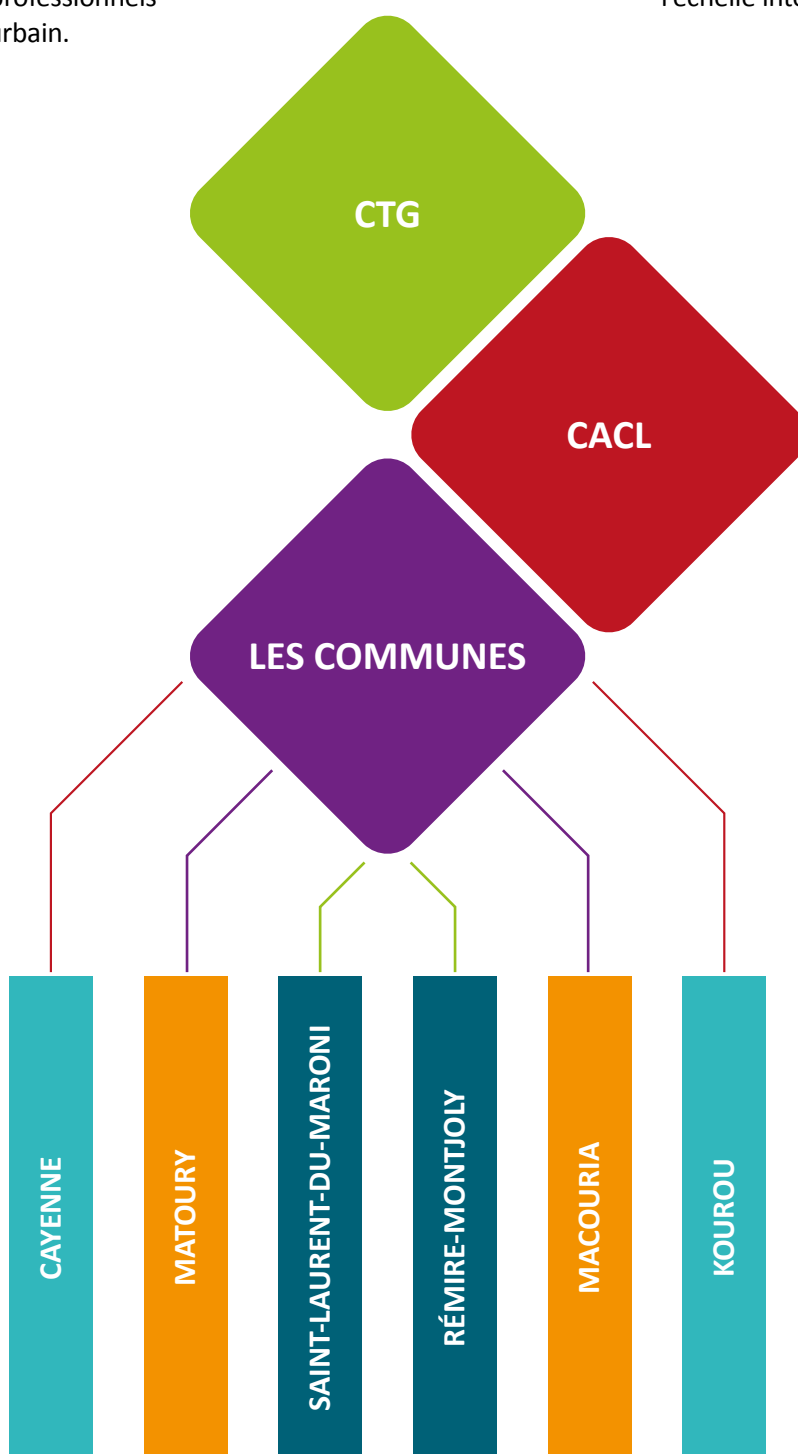
La Collectivité Territoriale de Guyane soutient la programmation du centre depuis sa création. Également, la CTG est la cheffe de file de la Démarche Jeunesse et apporte un soutien structurel à ce programme, et aux projets Jeunesses Yana-J, Yana-Loisirs ainsi que l'ATJEG. Par ailleurs, la CTG soutient le programme de qualification des professionnels du renouvellement urbain.

Les communes

Les six communes de la politique de la ville (Cayenne, Saint-Laurent-du-Maroni, Matoury, Kourou, Rémire-Montjoly et Macouria) soutiennent la programmation générale du centre et le sollicitent sur des sujets spécifiques. Les professionnels des communes constituent des publics naturels et privilégiés.

La Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL)

La CACL est partenaire du centre depuis 2014 et sa compétence politique de la ville a participé à l'intensification des collaborations. Une convention triennale apporte un soutien structurel à la programmation du centre et encourage le déploiement de dispositifs à l'échelle intercommunale.





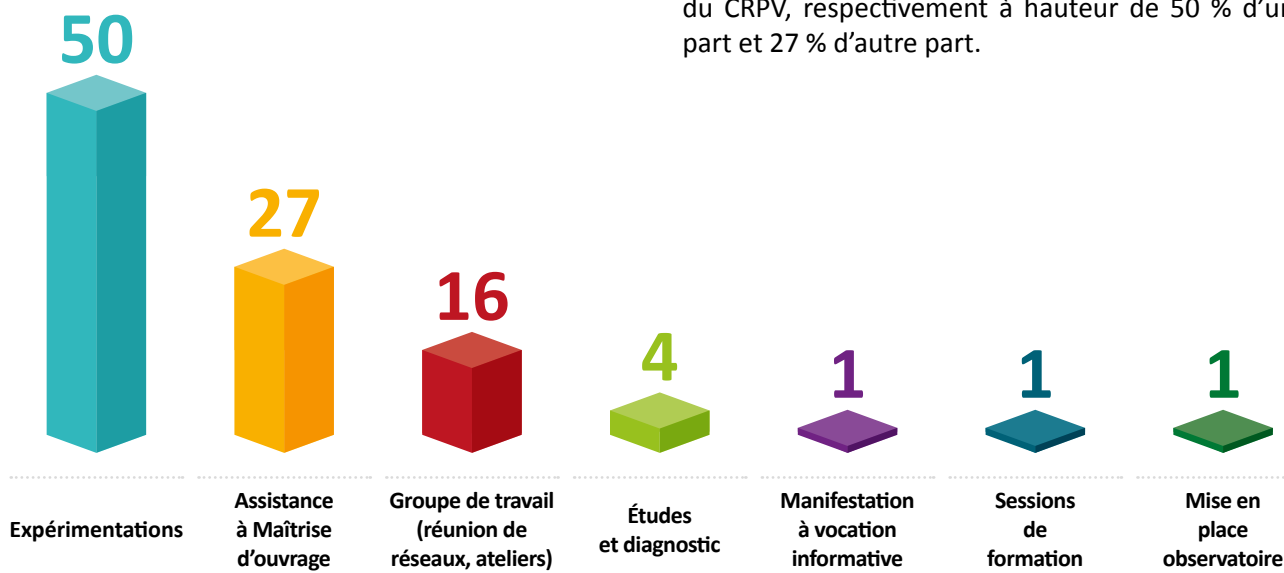
CHIFFRES-CLEFS
DE
L'ANNÉE 2019

TEMPS PASSÉS RÉPARTIS PAR TYPES D'ACTIVITÉS (EN%)

Comme énoncé précédemment, les activités du CRPV Guyane sont plurielles : animation et pilotage d'expérimentations, appui aux acteurs à travers des missions AMO ainsi que l'accompagnement des acteurs grâce aux réunions de réseaux et groupes de travail.

Ce graphique mentionne le temps passé sur chaque activité exercée au CRPV, en pourcentage sur l'année 2019.

L'expérimentation et l'assistance à maîtrise d'ouvrage des acteurs constituent les deux principales activités du CRPV, respectivement à hauteur de 50 % d'une part et 27 % d'autre part.

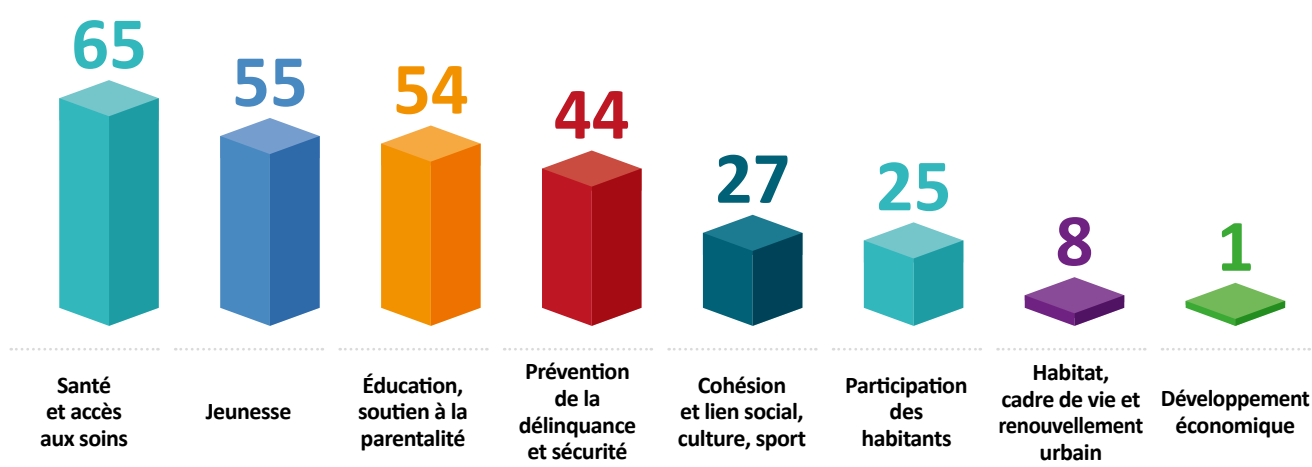


NOMBRE DE PRODUCTIONS ÉCRITES RÉPARTIES PAR THÉMATIQUE (EN %)

En 2019, la grande majorité (97%) des productions écrites par le CRPV sont des documents à visée opérationnelle.

Il s'agit d'outils méthodologiques, des contenus écrits dans le cadre du pilotage et suivi des dispositifs (note de cadrage, capitalisation, fiches action, PowerPoint de présentation, etc.).

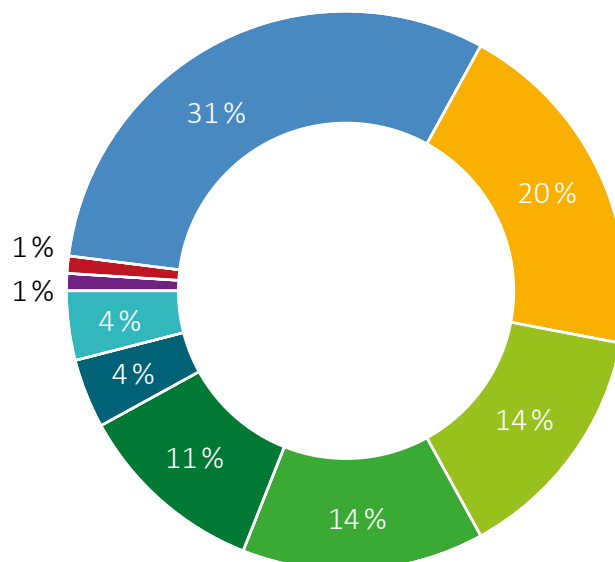
Les thématiques de la santé et la jeunesse ont produit un nombre important de documents en 2019, notamment avec l'accompagnement du CLS de Saint-Laurent-du-Maroni, ainsi que la réalisation de l'ensemble des contenus inscrits dans le site internet Yana-J.



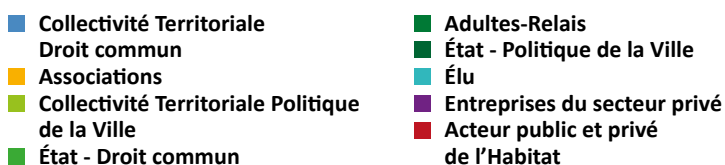
281
documents produits

POURCENTAGE D'ACTEURS MOBILISÉS DANS L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS EN 2019

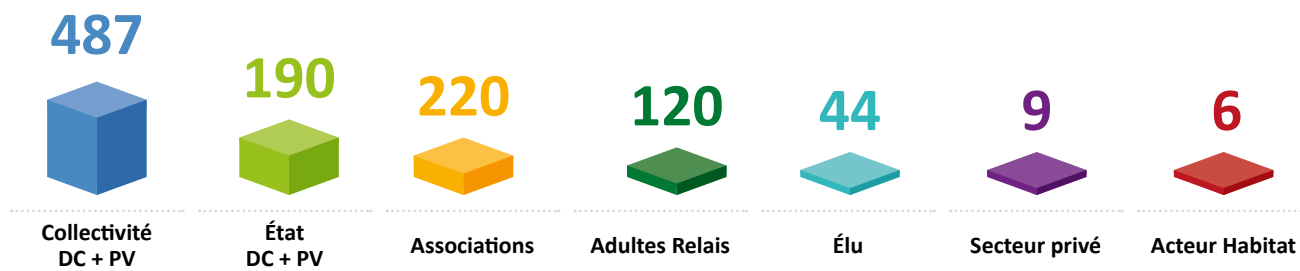
En 2019, les activités du CRPV ont mobilisé majoritairement les collectivités territoriales de droit commun (majoritairement la Direction Jeunesse de la CTG). Les associations sont les deuxièmes acteurs mobilisés dans nos projets, notamment les associations mobilisées dans le cadre des groupes de travail du CLS de Saint-Laurent-du-Maroni. L'État de droit commun (ARS, Rectorat, DJSCS et autres services déconcentrés) sont les troisièmes acteurs les plus rencontrés sur l'ensemble de nos activités en 2019.



Note de lecture : le pourcentage ci-dessus mentionne la participation cumulée sur l'ensemble des activités menées au CRPV, c'est-à-dire qu'un professionnel qui participe à plusieurs séances de travail est comptabilisé plusieurs fois.



Répartition des 1076 participants par secteur



POURCENTAGE DE BÉNÉFICIAIRES DES ACTIVITÉS EN 2019

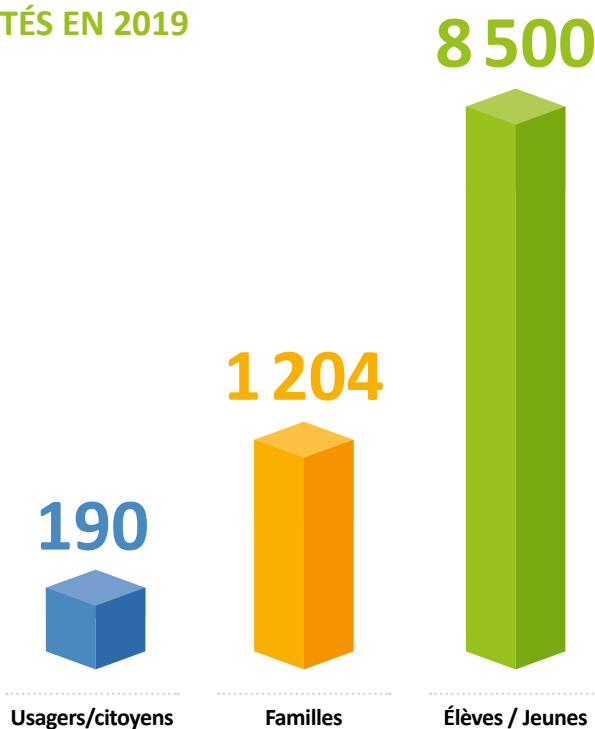
Au-delà des acteurs, les actions du CRPV touchent des publics à travers les expérimentations sociales (MSMS et Yana Loisirs) mais également les missions d'accompagnement comme l'animation de l'ATJEG.

En 2019, plus de 8 500 jeunes ont été touchés par les actions du CRPV, dont 8 136 sont des élèves des établissements mobilisés dans MSMS. Également, 1204 familles notamment grâce au dispositif d'accès aux loisirs Yana Loisirs.

Remarque : il faut noter que le nombre des publics est cumulé (si plusieurs entretiens avec des mêmes familles ont eu lieu, les familles sont comptabilisées plusieurs fois).

+8 500

jeunes sont touchés par les actions du CRPV





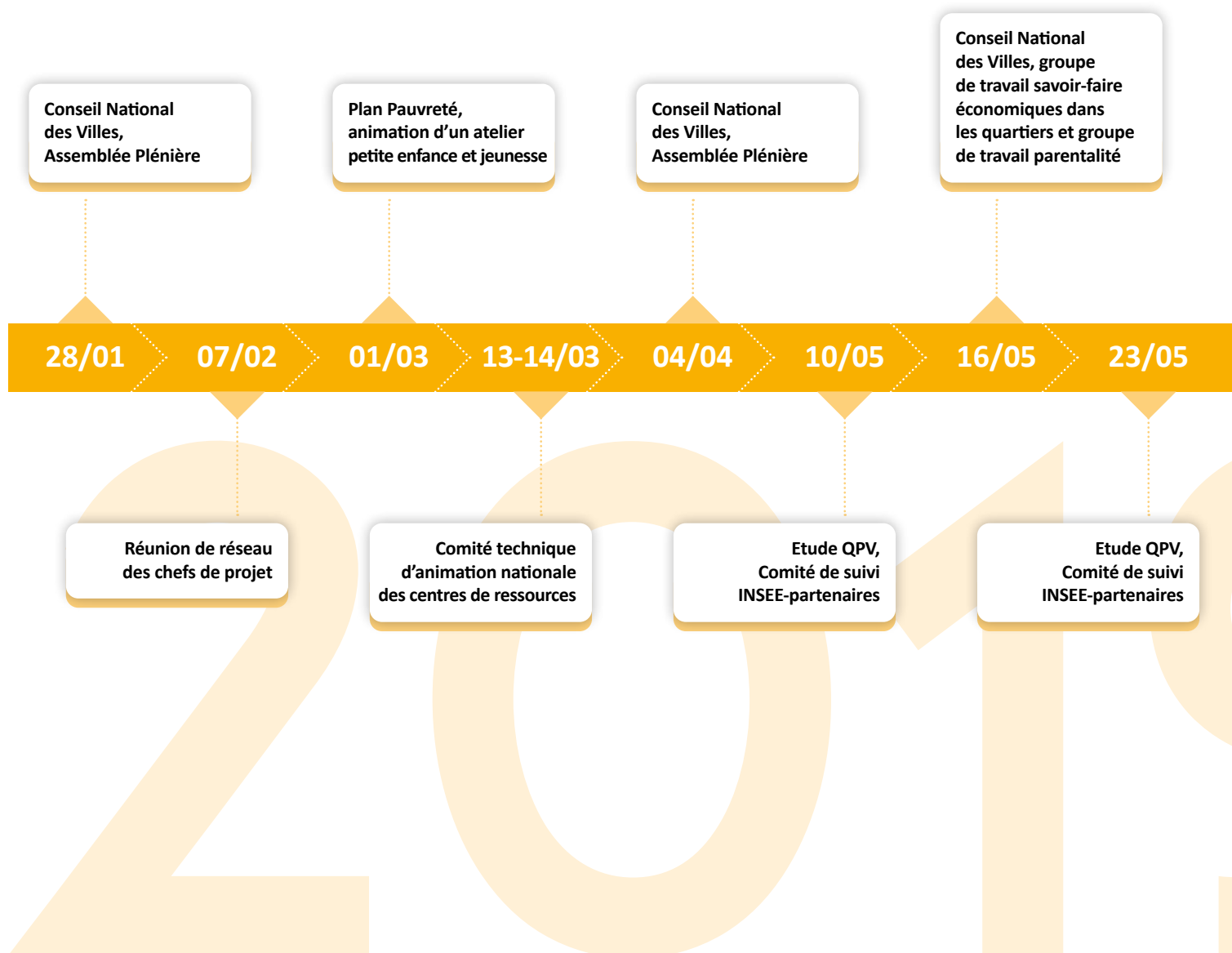
PÔLE POLITIQUE
DE LA VILLE,
**APPROCHE
TRANSVERSALE**

PRÉAMBULE

Depuis plusieurs années, le centre de ressources déploie de nouveaux formats d'intervention et développe ainsi de nombreux projets d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de portage d'expérimentation et de programmes d'études. Ces projets complètent les axes de travail historiques du centre de ressources autour de l'animation des réseaux professionnels et de la montée en compétence des acteurs.

La structuration du centre, l'organisation des compétences et des ressources humaines, la consolidation des fonctions supports, la revue et l'harmonisation des missions des différents types de professionnels du centre ont constitué un chantier majeur de l'année 2019.

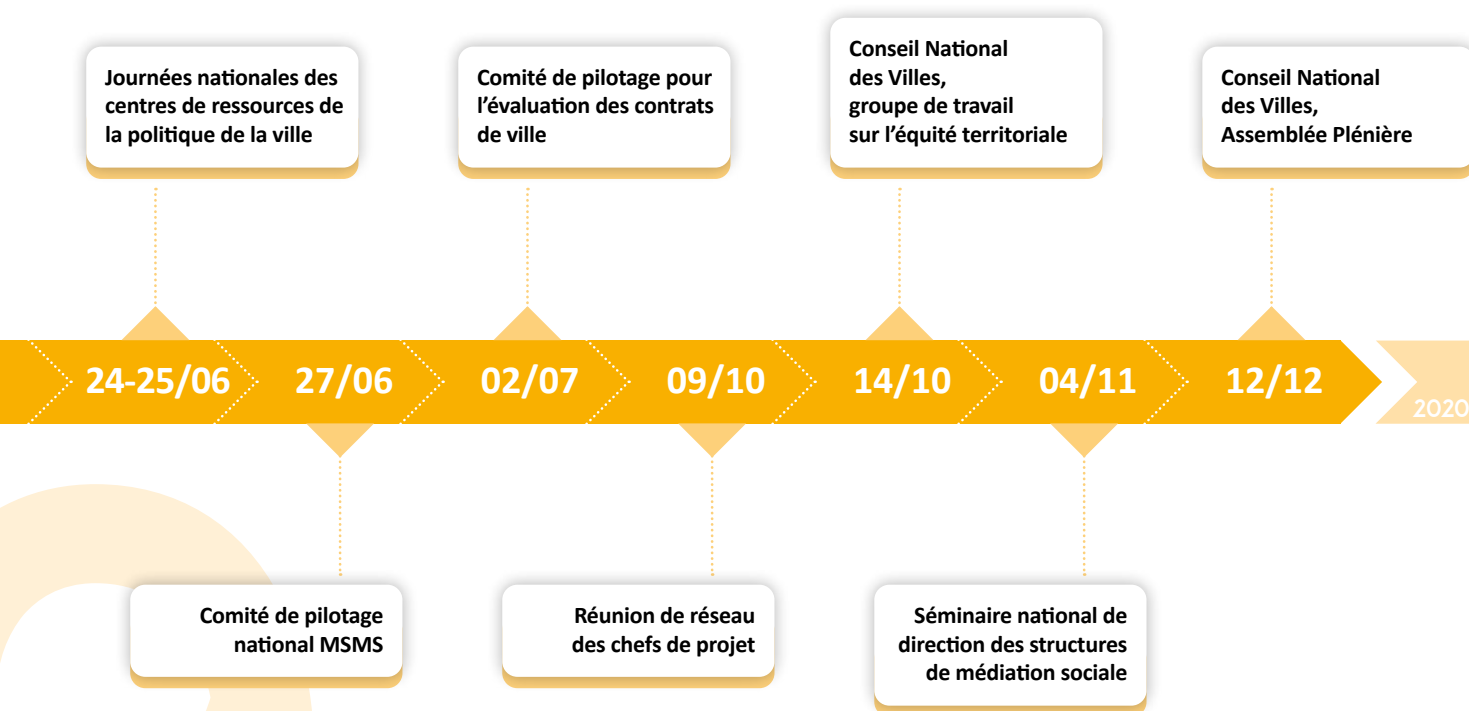
Ces travaux de réorganisation ont abouti à la création de quatre pôles : le pôle Politique de la Ville ; le pôle Recherche et Politiques Publiques ; le pôle Ingénierie sociale et le pôle administratif, financier et des ressources humaines.



Le pôle Politique de la ville, approche transversale a pour objectifs de :

- Animer le réseau des acteurs de la politique de la ville
- Poursuivre une fonction ressource bilatérale et/ou collective des acteurs de la politique selon les sujets d'actualité
- Engager des travaux d'accompagnement bilatéral et/ou collectif selon les sollicitations
- Contribuer à une fonction d'observation de la politique de la ville et à l'élaboration du projet pour la création d'un observatoire
- Contribuer aux instances locales et nationales

La transversalité des questions de la politique de la ville s'appuie sur la mobilisation du directeur et des équipes des pôles Recherche et Politiques Publiques et Ingénierie sociale.



LES PROFESSIONNELS DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

ANIMATION DU RÉSEAU DES CHEFS DE PROJET POLITIQUE DE LA VILLE

L'animation des réseaux professionnels est un axe central de l'action du centre de ressources. Cette animation peut s'inscrire directement dans certains projets, il s'agit alors d'une animation spécifique propre à la gouvernance du projet. Dans ce cas, l'animation d'instances techniques ou de pilotage concourent à l'animation de réseaux professionnels. Par ailleurs, l'animation d'un réseau professionnel peut directement s'arrimer à une typologie spécifique d'acteurs indépendamment de tout projet et ainsi reposer strictement sur des enjeux d'animation, d'interconnaissance et d'élaboration d'une culture commune.



La dimension transversale de la politique de la ville et l'action stratégique des chefs de projet amènent à privilégier une animation « métier » favorable aux réflexions stratégiques pour le déploiement d'une politique publique. L'inscription du contrat de ville comme outil de développement des territoires, l'appropriation de l'actualité locale et nationale en résonance avec la politique de la ville, le recueil des besoins, le traitement de sujets spécifiques.

En 2019, l'animation du réseau a notamment permis la diffusion et l'appropriation de la Mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, la rénovation des contrats de villes, l'élaboration des avenants, le Pacte de Dijon...

Également, les chefs de projet ont souhaité échanger sur la Dotation de la Politique de la ville pour mieux maîtriser ses modalités et donc son utilisation.

MISSION D'ACCOMPAGNEMENT DU SERVICE POLITIQUE DE LA VILLE DE LA COMMUNE DE SAINT-LAURENT-DU-MARONI

Au regard de l'évolution des projets portés par le service politique de la ville de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, le CRPV a été saisi pour venir en soutien à la restructuration de ce service.



Cette mission avait plusieurs objectifs : établir un état des lieux sur la composition, l'organisation et le fonctionnement du service ; définir un document de référence qui formalise l'identité et les objectifs du service et des pôles ; proposer un nouvel organigramme ainsi que des préconisations en vue de la réorganisation du service politique de la ville.

Initiée en juillet 2019, des entretiens individuels avec l'ensemble des salariés du service ont été effectués en septembre 2019 et des ateliers de travail collectif ont été organisés en décembre 2019.

OBSERVATION DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

ÉTUDE SUR L'OBSERVATION DE L'ÉVOLUTION DES QUARTIERS « POLITIQUE DE LA VILLE »

L'objectivation de la politique de la ville à travers les démarches d'évaluation et d'observation est nécessaire à la bonne conduite des contrats de ville. La compréhension des contextes territoriaux, l'évolution des quartiers, la connaissance fine des conditions de vie des habitants nécessitent le déploiement d'une observation tant quantitative que qualitative. L'élaboration de la géographie prioritaire en 2014 avait rappelé les carences structurelles en termes d'outils statistiques en Guyane et permettant l'observation infra-communale. L'INSEE et le CRPV avaient alors développé une méthode alternative permettant de caractériser les conditions de vie au sein des IRIS et ainsi de délimiter un projet de géographie prioritaire.

En 2017, le Comité de suivi des études de l'État a inscrit l'étude sur l'observation des quartiers prioritaires au programme des travaux de l'INSEE. Cette décision a permis l'élaboration et la validation d'une méthodologie statistique permettant d'extraire des données à l'échelle des quartiers prioritaires.

Ces travaux se sont appuyés sur un groupe de travail animé par l'INSEE et associant la Préfecture, la CACL et le CRPV.

Les données produites par cette nouvelle observation permettent le développement d'une approche transversale et d'une observation des quartiers en les comparant les uns avec les autres. Cette observation vise à définir des orientations spécifiques à chaque territoire.

L'enjeu de cette observation est tant de produire un ensemble de données pour mieux caractériser les territoires que de définir une méthodologie d'observation sur le long terme et ainsi alimenter les contrats de ville d'une observation continue.

LE CONSEIL NATIONAL DES VILLES

PARTICIPATION AU CONSEIL NATIONAL DES VILLES

Le Conseil National des Villes est une instance consultative placée sous l'autorité du Premier Ministre et en charge de conseiller sur la politique de la ville. Il peut être saisi ou s'auto-saisir de certains sujets. Le directeur du CRPV a été nommé membre du Conseil National des Villes en 2015 pour un premier mandat au titre du collège des acteurs économiques et sociaux. Son mandat a été renouvelé en 2019 pour trois ans.

En 2019, le Ministre de la Ville et du Logement, M. Julien Denormandie, a saisi le CNV sur trois sujets :

- Les recommandations de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) au sujet des conseils citoyens
- Économie Informelle et quartiers prioritaires. Valoriser les savoir-faire économiques et soutenir les initiatives des habitants
- Mères isolées en QPV, monoparentalité et employeurs publics et privés : le défi de la conciliation des temps

Ces trois sujets ont permis l'élaboration d'avis qui ont été remis au Ministre. Le CNV a également été saisi pour le suivi des 410 mesures de la mobilisation nationale en faveur des habitants des quartiers. Deux thématiques ont été définies pour être travaillées en priorité :

- Emploi et Insertion professionnelle
- Sécurité et Prévention de la délinquance

Par ailleurs, le CNV a élaboré un avis à l'issue d'un séminaire relatif aux fonds européens et aux quartiers prioritaires.

PRODUCTIONS

Animation du réseau des chefs de projet politique de la ville

- Dossier d'actualité
- Documents de présentations

Mission d'accompagnement de Saint-Laurent-du-Maroni

- Une note de cadrage sur la mission d'accompagnement
- 2 PowerPoint (présentation de la démarche et présentation des ateliers)

Étude sur l'observation de l'évolution des quartiers « Politique de la ville »

- Note méthodologique pour l'observation des quartiers prioritaires et l'élaboration de portraits de territoire

Participation au Conseil National des Villes

- Contributions aux avis

PERSPECTIVES

Animation du réseau des chefs de projet Politique de la Ville

L'animation de ce réseau professionnel nourrit la relation du centre avec les villes retenues dans le cadre de la politique de la ville. Depuis la création du centre de ressources en 2002, les chefs de projet représentent un réseau professionnel prioritaire et à maintenir. Ce réseau a permis

en outre de préparer les grandes étapes de contractualisation et d'élaborer une stratégie commune et mutualisée. Les contrats de ville sont prolongés jusqu'en 2022 et une nouvelle étape de la politique de la ville sera à construire collectivement avec le réseau des chefs de projet.

Mission d'accompagnement de Saint-Laurent-du-Maroni

L'achèvement de la mission d'accompagnement du service politique de la ville ouvre des perspectives de structuration de l'action du contrat de ville avec un renforcement des différents piliers et dispositifs. Le service politique de la ville se développe considérablement et internalise de nombreuses compétences et services qui rayonnent sur l'ensemble de la ville et de ses services. Les enjeux d'organisation positionnent le service comme un incubateur de missions et de projets qui peuvent ensuite être dévolus à d'autres services de la collectivité. Également, l'éclatement des dispositifs de la politique de la ville que l'on remarque dans de nombreux

territoires représente un enjeu d'internalisation, de retour des dispositifs dans l'espace unique du contrat de ville. Cette perspective d'internalisation favorise le renforcement de la politique de la ville et de ses leviers.

Enfin, les enjeux considérables du développement social et urbain à Saint-Laurent-du-Maroni nécessitent une ingénierie du développement sur de nombreux domaines (social, économique, urbain). Le service de la politique de la ville peut contribuer au renforcement de cette ingénierie, à la professionnalisation des acteurs et à la structuration du monde associatif.

Étude sur l'observation de l'évolution des quartiers « Politique de la ville »

L'étude sur l'observation de l'évolution des quartiers de la politique de la ville valide une méthode et un ensemble de données mobilisables dans le temps. Ce saut qualitatif ouvre la perspective d'une observation continue des contextes territoriaux et aussi de mieux mesurer l'impact de la politique de la ville. 43% de la population guyanaise vit dans un quartier de la politique de la ville. Cette proportion exceptionnelle de population vivant dans un

quartier prioritaire souligne l'importance de la politique de la ville à l'échelle régionale et engage donc la nécessité de consolider les outils d'observation et d'évaluation.

La méthode d'observation et les données issues du recensement général de la population sont identifiées et pourraient ainsi jeter les bases pour la création d'un observatoire de la cohésion sociale.

Participation au Conseil National des Villes

Les perspectives attachées à la participation à cette instance nationale se prolongent jusqu'en 2022 à travers notamment les saisines du Ministre de la ville et le suivi des 40 mesures de la feuille de route du gouvernement pour les habitants des quartiers.

Le Conseil National des Villes sera l'instance de réflexion et de proposition pour la préparation de la prochaine génération de contrats de ville.

LA CELLULE COMMUNICATION

2019 est une année charnière pour le CRPV dans sa volonté de communiquer davantage sur ses projets et actions menées auprès de ses partenaires et de son réseau.

Trois facteurs ont été décisifs dans le choix de créer une cellule communication au sein du Centre :

- L'intégration d'une compétence communication dans le projet de site internet d'information jeunesse www.yana-j.fr avec la création d'un poste de Chargée de mission communication numérique
- La multiplication des projets développés par le Centre et la nécessité de les valoriser
- Les temps de travail menés avec l'ensemble de l'équipe, et l'appui d'un cabinet de consultant, dans le cadre d'une réflexion globale pour repenser le projet du Centre

À l'issue de cette année 2019, la création d'une cellule communication au sein du CRPV est confirmée et sera effective dès 2020.

Elle aura pour objectifs d'harmoniser les outils existants et d'en développer de nouveaux pour mettre en valeur les projets et ainsi créer de nouvelles publications et des documents supports sur l'ensemble des thématiques.

The screenshot shows the website interface for the Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane (CRPV). At the top, there is a navigation bar with links for 'LIENS', 'OFFRES D'EMPLOI', 'ACTUALITÉS', 'NEWSLETTER', and 'CONTACT'. Below this is the CRPV logo and a search bar labeled 'RECHERCHER PAR MOTS CLES'. The main banner features an aerial view of a residential area with several green callout boxes listing themes: 'POLITIQUE DE LA VILLE', 'ACCÈS AUX DROITS', 'SANTÉ', 'MÉDIATION', 'HABITAT', 'JEUNESSE', and 'PARTICIPATION'. Below the banner, there are three news snippets, each with a date and a brief description of an event or update.



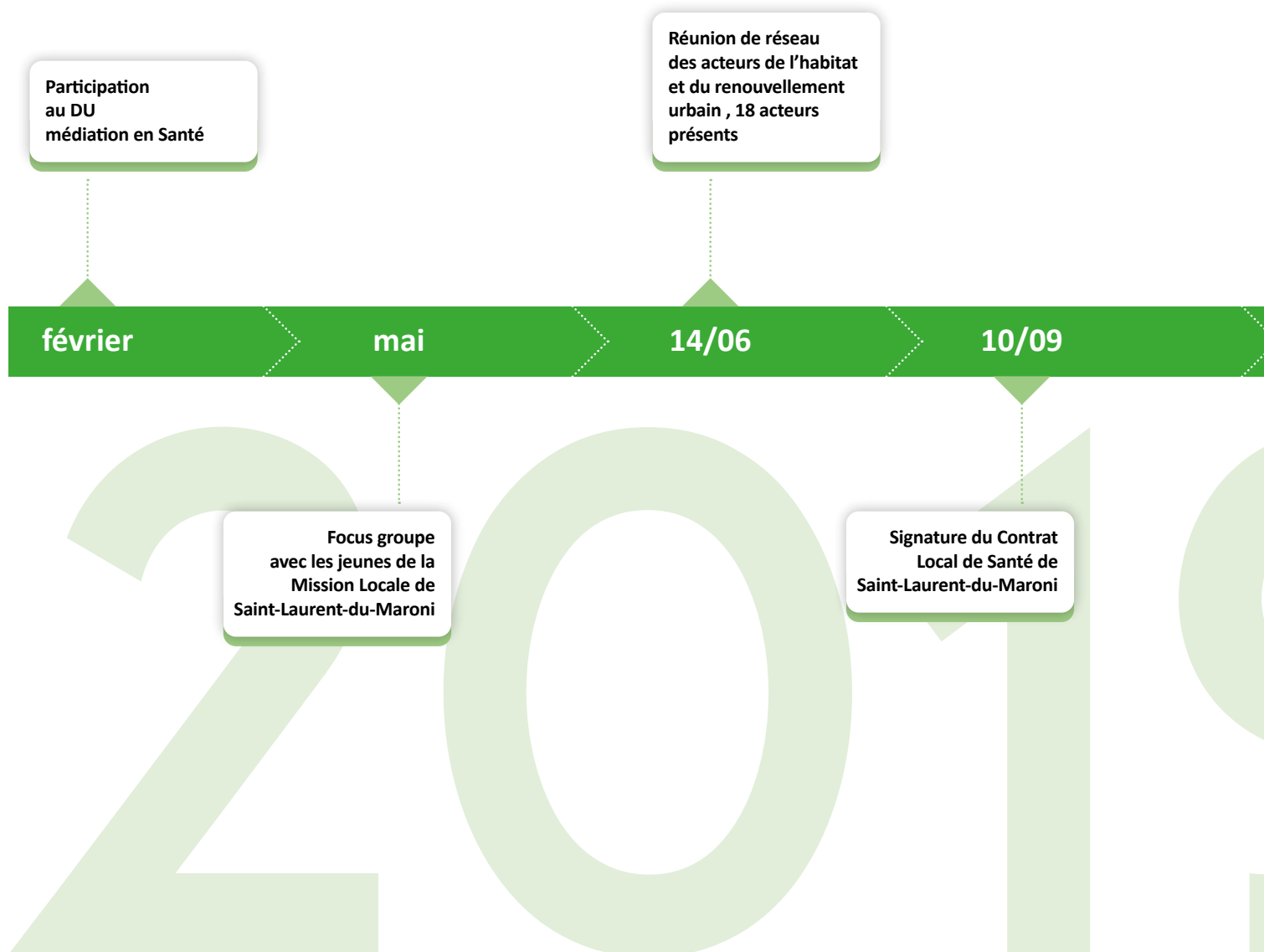
PÔLE
RECHERCHE
ET POLITIQUES
PUBLIQUES

PRÉAMBULE

Suite à l'augmentation du nombre de projets, notamment dans le pôle innovation sociale ainsi qu'à l'arrivée de nouvelles thématiques structurantes pour le centre, comme l'information jeunesse, un travail de réorganisation des services a été mené au CRPV en 2019. Désormais, les actions du CRPV Guyane se déclinent en quatre pôles : Politique de la ville, approche transversale ; le pôle Recherche et Politiques Publiques ; le pôle Ingénierie sociale et le pôle Administratif, financier et des ressources humaines.

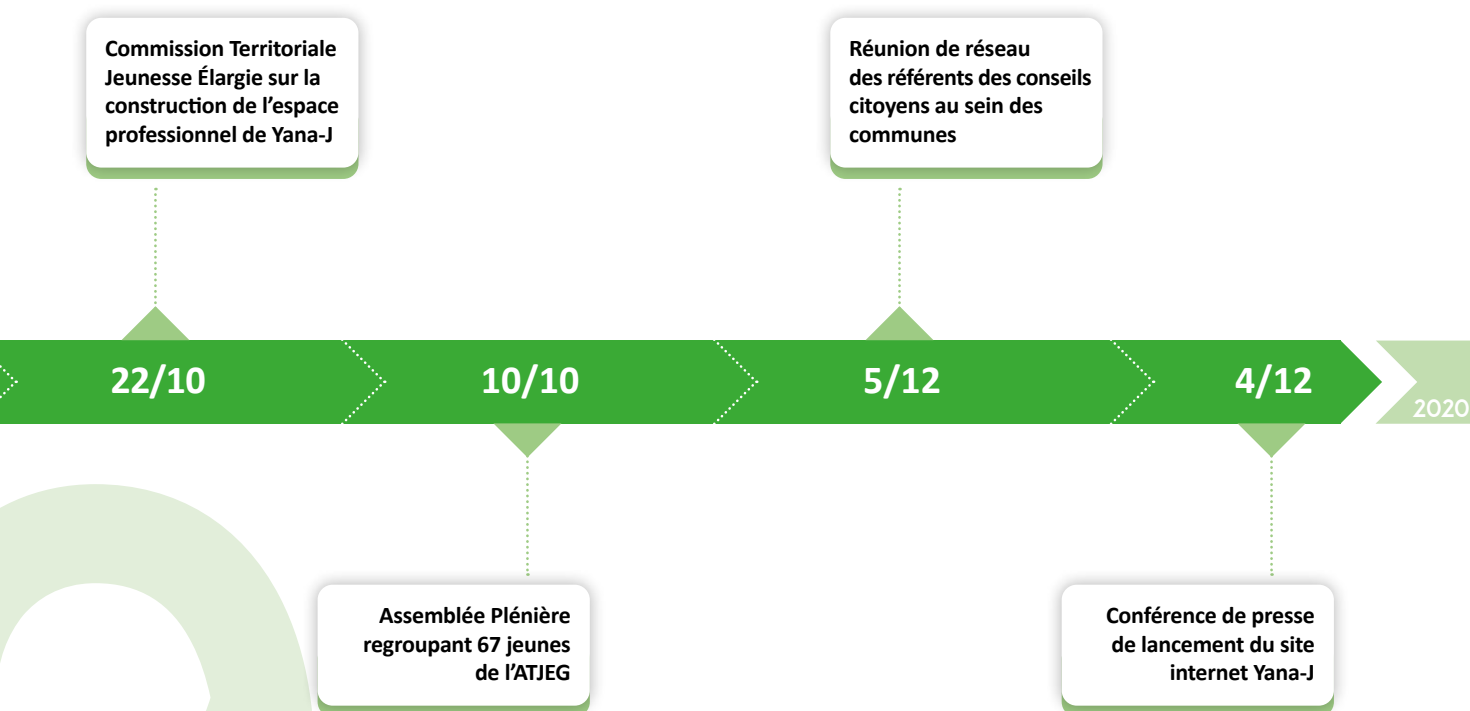
Le pôle Recherche et Politiques Publiques a pour objectifs de :

- Produire et diffuser des connaissances dans les champs de la politique de la ville (jeunesse, habitat, santé, démarches participatives) via le développement de la recherche-action, la réalisation d'études et diagnostics dans les thématiques qui concernent la politique de la ville
- Avoir une fonction ressources auprès des acteurs à travers la capitalisation, la montée en compétences, l'animation de réseau et l'accompagnement opérationnel dans la mise en œuvre des politiques publiques
- Évaluer les projets menés (dispositifs de la politique de la ville, projet d'intervention sociale, etc.)



En 2019, ce pôle est composé de six salariés, qui travaillent sur les thématiques suivantes :

- Jeunesse : Développement et animation de la Démarche Jeunesse
- Information Jeunesse : Accès aux droits et information jeunesse à travers le développement du site internet : Yana-J
- Santé : Accompagnement et animation du réseau santé
- Participation : Accompagnement et animation des démarches participatives
- Habitat : Accompagnement et animation du réseau habitat et renouvellement urbain



JEUNESSE

CONTEXTE

La prise en compte des questions de jeunesse s'est développée au sein du CRPV Guyane avec le lancement de la Démarche Jeunesse en 2011, recherche-action visant à produire des connaissances sur les jeunes guyanais âgés de 16 à 25 ans et leurs modalités de passage à l'âge adulte, pilotée par la Collectivité Territoriale de Guyane.

Au-delà d'une étude sociologique, la Démarche Jeunesse est un projet innovant et fédérateur d'accompagnement des politiques publiques qui s'est décliné à travers la mise en œuvre de plusieurs actions : la réalisation d'études thématiques et de veille scientifique ; de projets et expérimentations ainsi que l'accompagnement à une réflexion transversale sur la définition d'une stratégie territoriale jeunesse en Guyane.

PROJETS

Accompagnement à l'animation de la gouvernance jeunesse de la Collectivité Territoriale de Guyane

Dans le cadre de la structuration de la Direction Jeunesse et Vie Associative de la CTG, le CRPV assure l'animation de la Commission Transversale Jeunesse Élargie, rassemblant différents services de la CTG ainsi que des partenaires jeunesse, tels que la DJSCS, la CAF, les services de la politiques de la ville, les communes, etc.

En 2019, trois commissions ont été organisées rassemblant en moyenne une vingtaine d'acteurs, autour de la thématique de l'information jeunesse avec des ateliers sur la construction de pages thématiques du site internet, de l'arborescence des dispositifs et structures, ainsi que celui de l'espace professionnel.

Actualisation du tableau de bord « État des lieux sur la jeunesse »

À l'issue de la Démarche jeunesse, un état des lieux des jeunes guyanaises a été produit sur la base d'une articulation des données quantitatives et qualitatives, dans le cadre d'un travail partenarial entre le CRPV et l'INSEE (en 2011). Un tableau de bord synthétique comportant 30 indicateurs statistiques de jeunesse, 7 thématiques et 2 focus thématiques a donc été publié en 2014.

La Démarche Jeunesse mobilise une large communauté de partenaires institutionnels : Préfecture, DJSCS, DGOM, Collectivités Locales, CAF, INSEE, DAC, ARS, Préfecture, Rectorat, Parc Amazonien de Guyane et le laboratoire Paris Descartes du CEPED.

Alors que ces dernières années ont marqué le tournant opérationnel de la Démarche Jeunesse, à travers notamment la préfiguration de Contrat Partenaires Jeunes, l'accompagnement de l'Assemblée Territoriale des Jeunes de Guyane, l'appui à la gouvernance, etc.), le CRPV en 2019 réactive et développe le volet recherche de la Démarche Jeunesse afin d'assurer une veille continue des questions jeunesse et de préfigurer de nouveaux dispositifs.



Le CRPV a animé la gouvernance de la Démarche Jeunesse par le biais de réunions techniques et stratégiques, au côté de réunions techniques ciblant des projets spécifiques (Yana-J, ATJEG, etc.).

Amorcer la réflexion sur la réactivation du volet recherche de la Démarche Jeunesse

L'année 2019 a été l'occasion d'amorcer une réflexion sur un nouveau développement du volet recherche de la Démarche Jeunesse.

Le premier volet de la recherche-action a permis de produire des connaissances sur les modes de vie des jeunes âgés de 16 à 25 ans en Guyane, avec pour finalité les déclinaisons opérationnelles de 3 dispositifs jeunesse (ATJEG, Yana-J et le CPJ), et d'un appui à la structuration de la gouvernance jeunesse de la CTG en tant que cheffe de file jeunesse avec l'organisation de Commissions Territoriales Jeunesse Élargie, de réunions techniques et politiques sur le suivi et l'orientation des projets.

Plusieurs réunions en 2019, ont permis d'acter un besoin de connaissances spécifiques sur des sujets de jeunesse, afin d'assurer une observation continue de la situation des jeunes en Guyane et des politiques publiques qui les concernent. Le cadre de cette observation sera une réflexion à apporter pour l'année à venir, tout comme la mise en place d'évaluation qualitative des projets portés par la CTG dans le domaine de la jeunesse.

PRODUCTIONS

Accompagnement à la gouvernance

- 3 PowerPoint de présentations : présentation des pages thématiques, arborescence et espace pro
- 3 relevés de décisions des CTJE

Tableau de bord

- Production d'un livret de 20 pages sur l'état des lieux jeunesse

PERSPECTIVES

2020 viendra s'inscrire dans le prolongement des actions déjà engagées dans le cadre d'un partenariat renouvelé entre la CTG et le CRPV pour deux ans, et projette de :

Réactiver et développer le volet recherche de la Démarche Jeunesse afin d'assurer une veille continue des questions jeunesse et de préfigurer de nouveaux dispositifs

L'année 2020 sera le temps d'un bilan de la Démarche Jeunesse avec la mise en place d'un comité de pilotage de la Démarche Jeunesse depuis 2011 afin d'assurer un bilan des actions de la recherche-action et d'élaborer de nouvelles perspectives.

L'année à venir aura pour but de cerner les périmètres de la recherche-action de la Démarche Jeunesse, à savoir définir un comité scientifique et réinterroger les périmètres de cette fonction recherche : le public, les thématiques à questionner en fonction du contexte local et des actualités des politiques nationales, des partenariats à envisager et des données utiles à la production de connaissances, afin d'initier de nouveaux dispositifs.

Poursuivre l'accompagnement à l'animation des politiques de jeunesse et sa gouvernance

L'enjeu pour l'année suivante est de continuer l'animation de la CTJE, en y intégrant de nouvelles parties prenantes, et d'accompagner le service jeunesse de la CTG en tant que coordinateur d'une politique jeunesse transversale sur l'ensemble du territoire mais aussi porteurs de projets et d'actions à destination des jeunes.

INFORMATION JEUNESSE

CONTEXTE

La politique publique d'information jeunesse repose sur deux volets : l'information jeunesse en ligne (outil numérique pour informer les jeunes) et un réseau composé de structures d'information jeunesse (qui mettent en œuvre l'IJ). Tous deux ont pour objectifs d'accompagner les jeunes dans leurs parcours vers l'autonomie et l'accès aux droits, et couvrir ainsi toutes les thématiques qui les concernent (logement, droit, santé, loisirs, culture, mobilité internationale...).

Le CRPV Guyane a débuté ses travaux sur l'information jeunesse à travers la réalisation d'un dossier sur les grands enjeux nationaux et locaux de l'information

jeunesse en 2017. Elle a également participé au travail de recensement des dispositifs en faveur de la jeunesse des services déconcentrés de l'État et des collectivités locales. Suite à cela, la CTG s'est saisie de cette question avec la réalisation d'un site d'information et ressources à destination des jeunes et des acteurs jeunesse de Guyane.

Suite à la préfiguration de ce projet, l'année 2019 a permis de créer le site internet et ses réseaux sociaux. En parallèle, une réflexion sur la structuration des réseaux physiques d'information jeunesse a été menée en collaboration avec l'État.

PROJETS

Création du site internet d'information jeunesse www.yana-j.fr

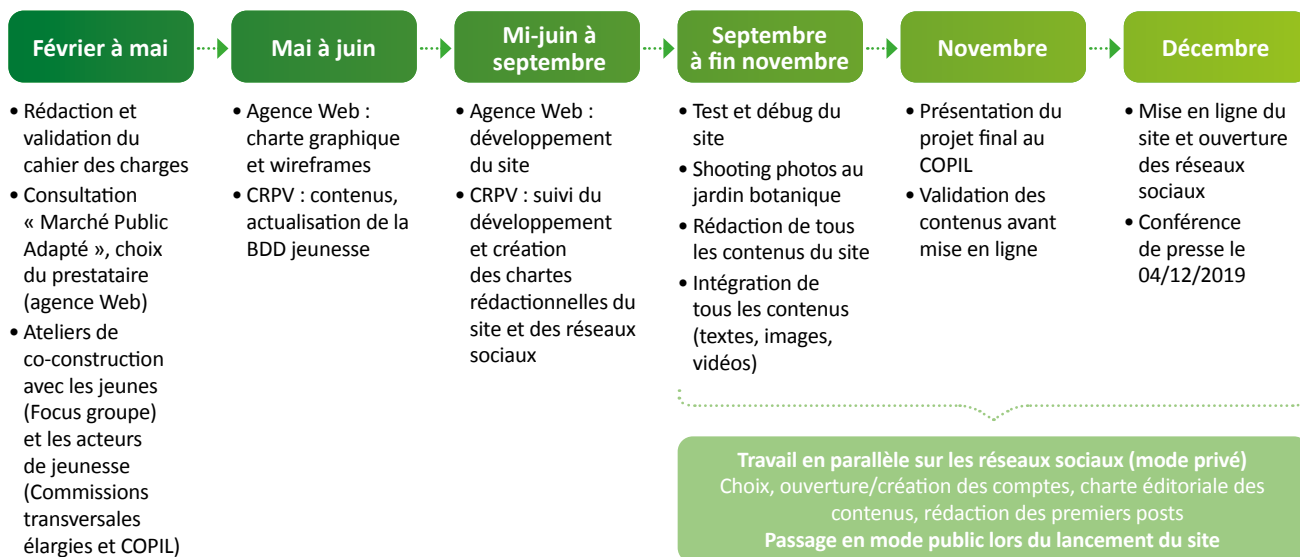
Après la phase de préfiguration, le CRPV s'est engagé tout au long de l'année à créer et mettre en ligne, avec l'appui d'une agence web, l'intégralité du site d'information généraliste à destination des jeunes et des professionnels de Guyane.

Co-construit avec les acteurs locaux et les jeunes, il recense l'ensemble des dispositifs et structures présentes en Guyane à travers 8 onglets thématiques. La rédaction et l'intégration de la totalité des contenus (site et réseaux sociaux), la création de la ligne éditoriale et la stratégie digitale, le suivi technique du projet, l'animation des réunions de co-construction et les COPIL ont été réalisés par le CRPV Guyane.



Le site est accessible depuis décembre 2019 via l'URL suivante : <https://www.yana-j.fr>

Son développement s'est accompagné de l'ouverture de 2 comptes sur les réseaux sociaux : Facebook (Yana-J) et Instagram (infoyanaj).



Appui à la réflexion de la structuration d'un réseau physique d'information jeunesse

Le volet physique de l'information jeunesse en Guyane reste à construire et à structurer. En effet, au terme de l'appel à projet effectué en 2018 par la DJSCS de Guyane, aucune structure n'a répondu favorablement à la mise en place d'une structure information jeunesse répondant aux nouveaux critères de labellisation. De plus, le CRIJ de Guyane connaît actuellement des difficultés structurelles et de gouvernance.

Ainsi, en parallèle de la création des outils numériques de l'information jeunesse, Yana-J et ses réseaux sociaux, le CRPV Guyane, a amorcé, conjointement avec la Collectivité Territoriale de Guyane ; et d'autres partenaires comme la CACL et l'État, une réflexion sur la structuration du volet physique de l'information jeunesse qui repose sur un réseau, constitué par des structures nationales, régionales et de proximité.

PRODUCTIONS

- Cahier des charges pour la réalisation du site internet d'information jeunesse - mars 2019
- Appel d'offre pour le projet site internet d'information jeunesse - avril 2019
- Avis d'attribution pour le projet site internet d'information jeunesse - mai 2019
- Supports de présentation pour la co-construction du site internet :
 - Supports de présentation du projet de site internet lors de la première Assemblée plénière Territoriale des Jeunes de Guyane, (ATJEG)
 - Lors des Groupes de Travail Technique (GTT)
 - Lors Focus Groupe Jeunesse
 - Lors des Copil
- Relevés de décision associés aux présentations précédemment mentionnées
- Actualisation de la base de données des dispositifs jeunesse locaux - octobre 2019
- Photothèque à l'issue d'un shooting photos local
- Contenus intégraux de l'arborescence du site internet www.yana-j.fr : 8 thématiques, 109 catégories, 284 dispositifs et structures, 459 localisations, Mentions légales, Qui sommes-nous...
- Charte éditoriale du site internet www.yana-j.fr
- Charte rédactionnelle du site internet et des réseaux sociaux
- Prémices de la stratégie digitale globale Yana-J

PERSPECTIVES

Animation, développement des outils digitaux Yana-J et déploiement de la communication sur l'ensemble du territoire via des formations

Les années 2020 et 2021 seront consacrées à la communication, l'appropriation, l'animation et l'amélioration continue des outils Yana-J.

- Aide à la communication globale du dispositif digital Yana-J
- Animation, administration et développement spécifiques complémentaires pour le site internet : www.yana-j.fr
- Animation des réseaux sociaux Facebook et Instagram et développement d'une communauté
- Ouverture et alimentation d'une chaîne YouTube



Accompagnement des professionnels et des jeunes à l'appropriation du site internet Yana-J et de ses réseaux sociaux, à travers :

- Formations à l'usage et à la prise en main des outils digitaux Yana-J par les acteurs de jeunesse du territoire (collectivités, corps enseignant, associations...)
- Formation à la prise en main des outils digitaux Yana-J par les jeunes de 16-25 ans du territoire, avec la définition d'ambassadeurs Yana-J

Structuration du volet physique de l'information jeunesse, à travers :

- Identification des structures jeunesse pouvant effectuer une mission d'information jeunesse
- Accompagnement à la formation initiale sur la politique d'information jeunesse et du métier d'informateurs jeunesse
- Accompagnement à la labellisation des structures demandeuses

DÉMARCHES PARTICIPATIVES

CONTEXTE

Le CRPV travaille sur la thématique de la participation citoyenne à travers plusieurs projets, notamment les conseils citoyens et l'Assemblée Territoriale des Jeunes de Guyane (ATJEG).

En Guyane, l'élaboration des Contrats de ville, a permis de poser une première réflexion autour de la création des conseils citoyens. Ainsi, cinq des six communes en politique de la ville ont pu bénéficier d'un accompagnement autour du recensement de leurs pratiques et attentes participatives ainsi que des éléments de réflexion relatifs à la préfiguration de leurs instances. Ainsi depuis 2015, le CRPV a pu mener plusieurs actions en ce sens : des cycles de qualification sur la participation, la politique de la ville et le fonctionnement des conseils citoyens ; l'accompagnement à la structuration des conseils

citoyens dans les différentes communes ainsi qu'une note de cadrage sur les enjeux de formations et d'accompagnement.

Au titre des démarches participatives, le CRPV accompagne la CTG dans l'animation de l'Assemblée Territoriale des Jeunes de Guyane, qui est un espace de dialogue, de rencontres, permettant aux jeunes guyanais de formuler des idées, de porter un avis et des projets sur des thématiques qui les concernent. L'ATJEG est composée de jeunes âgés de 12 à 25 ans venant de tout le territoire, élus représentants de leur établissement public ou privé (collèges, lycées, université, Centres de formations des Apprentis de Guyane, ORPF). Les jeunes de l'ATJEG se regroupent en Commissions pour travailler sur des projets et en Assemblée Plénière pour valider ces projets.

PROJETS

Animation des commissions thématiques et les rencontres organisées entre les jeunes de l'ATJEG

L'année 2019 a été l'occasion de structurer l'ATJEG en quatre commissions thématiques, et de formaliser des projets par commission. En 2019, 5 rassemblements ont eu lieu, où ils ont eu l'opportunité de découvrir une commune guyanaise et de poursuivre le travail sur leur projet. Il y a également une Assemblée Plénière, présidée par l'élue à la Jeunesse de la CTG, afin de valider leurs propositions.

- Kourou (29/04) : 22 Jeunes Conseillers Territoriaux (JCT) présents
- Saint-Laurent-du-Maroni (30/04) : 54 JCT présents
Objectifs des rassemblements :
 - Se former à la méthodologie de projet
 - Construire un projet collectivement
 - Développer sa connaissance du territoire et identifier des pistes d'actions prioritaires
- Cacao (06/07) : 15 JCT présents
Objectifs du rassemblement :
 - Initier les JCT à la participation des jeunes
 - Susciter l'intérêt pour ces démarches : rôle et place des JCT
 - S'approprier la thématique de la commission : ses objectifs et ses enjeux
 - Poursuivre la construction des projets
- Cayenne (9/11) - Assemblée Plénière : 67 JCT présents. Objectifs :
 - Accueillir les nouveaux conseillers
 - Présenter les commissions et les projets
 - Valider les projets
 - Faire un bilan des actions jeunesse
 - Introduire le site internet Yana-J
- Montsinéry (10/11) : 63 JCT présents
Objectifs du rassemblement :
 - Permettre aux JCT de s'approprier la thématique de la commission et le projet qui en découle
 - Poursuivre la construction des projets



Le travail mené en 2019, a permis la constitution de 4 commissions thématiques et l'émergence d'un projet par commissions :

- Commission 1 : Prévenir et lutter contre la délinquance et l'incivisme
Projet : Informer et sensibiliser parents et jeunes à la contraception et aux risques sexuels dans l'Ouest
- Commission 2 : valoriser et proposer des projets innovants
Projet : Appel à projet
- Commission 3 : Pour un bon usage du numérique
Projet : Promotion du site internet Yana-J
- Commission 4 : Vivre ensemble, cultures, patrimoines, identités
Projet : Découvrir la Guyane par des échanges internes au territoire

Appui du service jeunesse de la CTG dans la mise en œuvre de participation des jeunes

Le CRPV a accompagné la CTG sur la structuration et la réflexion de l'ATJEG en tant qu'instance de participation à l'échelle régionale à travers plusieurs réunions techniques.

De plus, le CRPV a participé à une réunion, organisée par la CTG, pour réfléchir à la contribution de l'ANACEJ, Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ), réseau national d'acteurs et d'élus enfance jeunesse qui a pour mission principale de travailler sur la participation des jeunes aux décisions publiques et leur concertation au niveau local.

Réalisation d'un état des lieux sur les conseils citoyens en Guyane

Suite à la réunion de réseau en décembre 2019, le CRPV a amorcé un état des lieux des conseils citoyens en Guyane (composition, organisation, déploiement, fonctionnement et effectivité). Cet état des lieux visait à identifier les attentes et les besoins des acteurs pour la formalisation de préconisations et la consolidation des démarches engagées.

Suite à la réalisation de la note de cadrage sur les contours et les objectifs de ce rapport, une série d'entretiens (8) a eu lieu dans la commune de Saint-Laurent-du-Maroni avec l'ensemble des salariés du service politique de la ville ainsi que les acteurs associatifs clefs de la participation citoyenne. Également, a été organisée une rencontre avec la fédération des centres sociaux à ce sujet.

Appui des conseils citoyens dans leur structuration

Dans la continuité des démarches engagées, le CRPV accompagne les référents des conseils citoyens à la structuration et l'effectivité des Conseils Citoyens à travers la réalisation de formations (Cayenne en 2018), réunion publique, note méthodologique de préfiguration, note d'accompagnement et fonctionnement. En 2019, le CRPV a poursuivi ces actions auprès de la commune de Matoury et de Saint-Laurent-du-Maroni, à travers plusieurs réunions d'accompagnement.

Animation du réseau des référents des conseils citoyens

Une réunion de réseau avec les chefs de projet politique de la ville ainsi que les délégués du Préfet a été organisée en décembre 2019, suite à l'arrivée d'une chargée de mission démarches participatives au CRPV. Cette réunion de réseau avait pour objectifs de faire un état des lieux par commune sur la mise en place des conseils citoyens, identifier les attentes et les besoins des acteurs.

Lors de cette réunion, différents besoins ont été exprimés, notamment :

- La formation des CC sur différentes thématiques : la politique de la Ville, le rôle des conseillers, l'animation de réunion
- La formation des coordinateurs
- La formation/sensibilisation des élus sur les CC et la participation des habitants
- Des explications concernant le fonctionnement des fonds mobilisables pour les CC et leur mise en place

PRODUCTIONS

Animation des commissions ATJEG

- 4 Supports d'animation
- 4 Fiches Projets
- 4 Relevés de décisions

Appui à la mise en œuvre de la participation des commissions ATJEG

- 1 Support d'animation
- 1 Note d'opportunité
- 2 Relevés de décisions

Animation du réseau des référents des conseils citoyens

- 1 Support d'animation
- 1 Relevé de décisions

Appui des conseils citoyens dans leur structuration

- 3 Supports d'animation
- 3 Relevés de décisions

État des lieux

- Une note de cadrage
- Une grille d'entretien
- Cartographie des acteurs à interroger

PERSPECTIVES

Concernant l'ATJEG, il s'agira pour l'année 2020 de poursuivre :

- L'accompagnement des jeunes dans la réalisation de leur projet votés en 2019 (l'affinement des objectifs, l'évaluation de la faisabilité technique, financière) lors des commissions
- Le travail engagé, concernant la sensibilisation des jeunes à leurs rôles de conseillers et sur les enjeux de la participation citoyenne
- L'accompagnement de la CTG dans ses réflexions sur la participation citoyenne et la réorganisation du dispositif

Concernant les Conseils Citoyens, il s'agira pour l'année 2020 :

- De poursuivre l'animation du réseau des référents conseils citoyens de manière trimestrielle, sur l'accompagnement à la réflexion sur la participation citoyenne et son animation : ateliers débats et formations des différents professionnels
- De finaliser l'état des lieux engagé en 2019

HABITAT ET RENOUVELLEMENT URBAIN

CONTEXTE

Le CRPV a commencé à travailler sur la thématique Habitat et Renouvellement Urbain en 2012, à travers notamment l'accompagnement à la mise en place d'une gestion urbaine de proximité au sein de l'équipe du programme de renouvellement urbain de Cayenne.

Le CRPV a mis en place à partir de 2014 un « projet d'ingénierie dédiée au volet urbain ». En partenariat avec des institutions comme la DEAL, le CNFPT, l'ANRU ou la CTG, le centre a travaillé à la mise en place de cycles de qualification élargis inter régionaux (Antilles-Guyane). Ces cycles ont permis le développement d'une offre inédite en direction des acteurs du volet urbain dans des domaines variés tels que : les questions de santé dans le volet urbain de la politique de la ville, la gouvernance, l'ingénierie, le développement économique ou le développement commercial.

L'année 2018 est apparue comme une année de transition. En effet, l'action « habitat, renouvellement urbain et cadre de vie » n'a pu être animée par le CRPV que pendant 7 mois. Karen Valence, en charge de ces questions depuis 2012 au sein du centre a quitté ses fonctions au cours du mois d'août, tournant ainsi la page à un travail de six années d'accompagnement des acteurs et des politiques du renouvellement urbain. L'arrivée d'un nouveau chargé de mission au mois de janvier 2019 a permis de relancer une dynamique de réseau en tentant de réinterroger les professionnels sur les formes que pourrait prendre une activité de réseau à même de les nourrir dans leur travail quotidien.

PROJETS

Animation du réseau « Habitat et renouvellement urbain »

En 2019, une vingtaine d'entretiens avec les professionnels de l'habitat et du renouvellement urbain ont été effectués afin d'interroger les besoins et les attentes de différents professionnels (Communes, CACL, DEAL, EPFAG...) et de définir les contours de cette activité de réseau. Ces temps d'échanges bilatéraux ont abouti à l'organisation d'une première réunion de réseau en juin, regroupant une quinzaine d'acteurs, pour valider collectivement une feuille de route pour le réseau « Habitat et renouvellement urbain ». Au-delà de ces temps de rencontre, un espace commun Google Drive a été partagé avec un cercle de réseau élargi à des acteurs de l'habitat ne relevant pas du seul champ de la rénovation urbaine.

Une première réunion de réseau a ainsi été organisée au cours du mois de novembre. Elle a rassemblé les acteurs des NPNRU de la ville de Cayenne et de Saint-Laurent-du-Maroni. Au-delà des échanges centrés autour des programmes de renouvellement



urbain, des discussions ont été entamées autour des enjeux de vacance du logement. La présence d'association comme l'ADIL ou l'AUDeG a permis d'embrasser une vision assez large de ces enjeux qui sont aussi particulièrement prégnants dans les problématiques quotidiennes des acteurs du renouvellement urbain.

Appui aux autres projets internes au CRPV

Dans le cadre d'un séminaire de direction de France médiation (réseau national structures de médiation sociale), deux visites de sites ont été organisées afin de sensibiliser les directeurs de structures aux enjeux urbains propres au territoire guyanais.

Avec le concours du DSU de Macouria, une première visite s'est concentrée à analyser l'unité relative qui lie la « ville spontanée » que l'on retrouve à Sablance à la « ville planifiée » en construction à Soula.

Préfiguration d'un projet d'intervention sociale dans les quartiers d'habitat spontané

L'année 2019 a été l'occasion de poursuivre le réajustement du projet de médiation sociale dans les quartiers d'habitat spontané, initialement développé pour renforcer l'intervention publique sur ces territoires.

Un travail a permis d'inscrire ce projet d'expérimentation dans la stratégie nationale et locale vis-à-vis des quartiers d'habitat spontané (notamment l'article 197 de la loi ELAN) et des publics en difficulté (élaboration du PDALHPD).

Plusieurs présentations ont été menées auprès des acteurs décisionnels et opérationnels du champ urbain : le pôle de lutte contre les constructions illicites de la DEAL, la DJSCS dans le cadre de sa mission d'élaboration du PDLHPD ainsi que la Banque des territoires et l'Établissement Public Foncier et d'Aménagement de la Guyane.

PRODUCTIONS

- Feuille de route du réseau « habitat et renouvellement urbain » - juillet 2019. *Réunion de réseau du 14 juin 2019 rassemblant 15 acteurs*
- Support de présentation et compte-rendu de réunion de réseau – novembre 2019
- Rapport Intervention sociale dans les quartiers spontanés
- Support de présentation ISQHS. *Réunion de réseau du 22 novembre 2019 : 5 acteurs*
- Recensement de dispositifs Habitat et transport pour le site web <https://www.yana-j.fr/>
- Organisation de deux visites de sites :
 - Visite de site organisée avec la coopération du DSU de la commune de Macouria, le 04 novembre 2019 rassemblant 13 acteurs du réseau France Médiation
 - Visite de site du quartier Mango de Cayenne, organisée le 06 novembre 2019, rassemblant 14 acteurs du réseau France Médiation

PERSPECTIVES

Les perspectives pour l'année 2020 consistent à poursuivre un travail de réseau, veille et accompagnement des acteurs de l'habitat et du renouvellement urbain ; et développer un appui opérationnel spécifique sur l'articulation entre interventions sociale et urbaine dans les quartiers d'habitat spontané.

Animation de réseau des professionnels « Habitat et renouvellement urbain »

Les réunions de réseau initiées dès 2013 permettent aux professionnels du renouvellement urbain et de l'habitat de participer à un espace collaboratif propre à leurs besoins spécifiques : veille, revue des projets en cours, diffusion de ressources, échanges de pratiques et capitalisation. En 2020, l'objectif serait d'organiser des réunions en transversalité aux autres fonctions ressources (santé) et projets (jeunesse, participation...) du CRPV.

Poursuivre le travail de préfiguration d'une expérimentation consistant à proposer un dispositif d'intervention sociale dans les quartiers d'habitat.

Compte tenu des évolutions réglementaires mises en place par la loi ELAN (notamment son article 197) et de la réorganisation des services de l'État en Guyane au 1^{er} janvier 2020, il s'agira de poursuivre la définition d'un cadre méthodologique pour une expérimentation d'intervention sociale dans les quartiers d'habitat spontané : modalités d'interventions, missions des médiateurs, modèle économique... L'objectif sera de poursuivre le travail prospectif et transdisciplinaire du centre de ressources qui associe étroitement les compétences en ingénierie sociale et les compétences relatives au volet urbain de la politique de la ville.

SANTÉ

CONTEXTE

En Guyane, les questions de santé sont plus que jamais au cœur des préoccupations locales. Les questions d'accès aux soins, de santé environnementale, de conduites à risques/addictives, de santé mentale, entre autres, constituent quelques problématiques observables sur le territoire, et de manière assez récurrente au sein des quartiers prioritaires.

Depuis plusieurs années, le CRPV déploie des missions d'animation, de qualification et d'accompagnement des acteurs, contribuant ainsi au développement et à la mise en œuvre des politiques de santé dans les quartiers prioritaires. Une ligne d'actions possible grâce au concours de l'ARS, matérialisée par la signature d'une convention partenariale avec le centre. Rappelons que le volet santé est inscrit au pilier Cohésion Sociale des Contrats de Ville.

Le CRPV a accompagné les communes de Matoury (2012), de Cayenne (2014) de Rémire-Montjoly et de Macouria (2016) pour la réalisation de leurs CLS. En 2018, trois communes ont été plus spécifiquement

accompagnées dans des phases clés de leurs démarches santé : Cayenne pour l'évaluation de son CLS, Macouria pour la première animation de son CLS et Saint-Laurent-du-Maroni sur la préfiguration de son projet de santé territorial.

Également, le CRPV a accompagné l'ARS et la CACL pour la réalisation du dossier « Vers un conseil intercommunal de santé mentale, état des lieux et perspectives » en 2017. Ce dossier a permis d'appréhender les différentes phases nécessaires à la mise en œuvre d'un CISM (porté par la CACL et concrétisé en 2018) et le recrutement d'une coordinatrice dédiée à l'animation de ce dispositif.

L'année 2019 a été marquée par une très forte implication du CRPV à Saint-Laurent-du-Maroni, et un accompagnement de proximité fort du service Développement Social Urbain de la ville. Le CRPV s'est également fortement impliqué dans la mobilisation des acteurs institutionnels dans les différents projets santé.

PROJETS

Animation et qualification du réseau de professionnels mobilisés par le volet santé des contrats de ville (ASV, CLS, et partenaires)

Réunions de réseau des coordonnateurs CLS/services politiques de la Ville

Deux réunions de réseau entre les coordonnateurs des CLS et les services politiques de la ville, ont eu lieu en février et octobre 2019, elles ont été conjointement préparées avec le service PPS de l'ARS.



Participation à la vie du réseau santé en Guyane

Participations récurrentes aux réunions de partenaires santé publique du territoire pour permettre l'inscription des CLS dans une dynamique de coopération locale transversale, notamment :

- Comités de veille d'accès aux droits et aux soins (Médecin du monde – ARS)
- Présentation du PASS Santé Sexuelle Jeunes (ARS)
- Travaux de structuration des MSP (icone médiation santé – ARS)
- Groupes de travail santé de la Cellule de coordination pour les populations de l'intérieur (Préfecture)
- Séminaire Initiatives et Grands Fleuves
- Réunion réseau national des CRPV
- Présentation de la démarche CLS dans les quartiers politique de la Ville de Guyane aux référents santé et action sociale du Ministère de l'Outre-Mer
- Présentation des démarches santé
- Ateliers d'écriture des fiches actions pour les fonds européens (thématiques inclusion sociale et santé)

Participation au DU médiation en santé

Pour la première session du DU Médiation en santé de l'Université de Guyane, le CRPV a assuré les cours magistraux et TD suivants.

Intitulés	Nombre d'heures	Dates	Intervenants
UE 2 2.1 Rappel historique et concept de médiation	3h	18/02/19	Giselle Santana Lima <i>Cheffe de projet Interventions sociales</i>
UE 4 4.1 Approche historique du système de santé 4.3 Prise en charge sanitaire sociale et médico-sociale	5h	15/04/19 17/04/19	Emma Graval <i>Chargée de mission santé</i>
UE 5 5.3 Évaluation des résultats des activités	8h	13/05/19	Giselle Santana Lima <i>Cheffe de projet Interventions sociales</i>
UE 8 8.1 Processus d'évaluation partagée et permanente	3h	17/05/2019	Emma Graval <i>Chargée de mission santé</i>

Appui méthodologique et accompagnement des démarches santé au titre des contrats de ville dans les communes qui disposent d'un CLS et/ou ASV

Accompagnement du Contrat Local de Santé de Macouria

Dans la poursuite des démarches engagées, le CRPV a participé au suivi de la mise en œuvre du CLS de Macouria. Le travail du CRPV était plus particulièrement dédié à un soutien méthodologique sur la mise en place des projets et des modes de gouvernance du CLS, ainsi que la participation aux instances du CLS.

Accompagnement du Contrat Local de Santé de Cayenne

Dans la poursuite des démarches engagées, le CRPV a participé au suivi de l'évaluation du CLS de Cayenne (entretien consultant et participation aux instances d'évaluation) et appui à la réécriture du nouveau Contrat Local de Santé.

Accompagnement du Contrat Local de Santé de Matoury

Suite à la prise de poste de la nouvelle chargée de mission santé de la ville de Matoury, la coordinatrice du CLS a été accompagnée dans le cadre de sa prise de fonction et des travaux de réécriture du Contrat Local de Santé de Matoury.

13 réunions, essentiellement méthodologiques, ont porté sur :

- La réalisation du diagnostic territorial
- La méthodologie de projet : construction d'une démarche participative avec les acteurs de santé locaux
- La mise en place des instances de gouvernance du CLS
- L'animation de groupe de travail

Accompagnement à l'élaboration du Contrat Local de Santé de Saint-Laurent-du-Maroni

En 2019, à la demande de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni et en accord avec l'ARS et la Préfecture de Guyane, le CRPV a accompagné l'élaboration du CLS de la ville : depuis la préfiguration du projet, en passant par l'animation du processus de co-construction du dispositif et l'accompagnement de la prise de fonction de la personne en charge du CLS au sein du service Politique de la Ville de la commune.

Préfiguration de l'accompagnement

La mairie de Saint-Laurent-du-Maroni a été accompagnée dans l'appropriation du dispositif CLS (présentation du dispositif au service politique de la ville, à Madame la Maire et au Conseil Municipal). Le service politique de la ville et le CRPV ont ensuite interpellé les partenaires et organisé leur réunion pour définir les modalités d'intervention et de mise en œuvre du projet. Le CRPV s'est chargé de mobiliser les institutions signataires, et de rechercher de compétences spécifiques en santé publique nécessaire au projet en accueillant deux stagiaires de l'École des Hautes Études en Santé Publique et de l'Institut de Santé Publique d'Épidémiologie et de Développement.

Élaboration du CLS

Le CRPV a animé l'ensemble du processus d'écriture du CLS : diagnostic partagé, contrat et fiches actions, en étroite collaboration avec les membres du comité de suivi (ARS, service politique de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni et sous-préfecture de Saint-Laurent-du-Maroni). Il a également rédigé l'ensemble des livrables de la démarche.

La phase d'élaboration du CLS était initialement prévue sur 10 mois entre mars et décembre 2019. Il a fait l'objet d'un financement de la commune et de la Préfecture.

À la demande de Madame la Maire de Saint-Laurent-du-Maroni, le calendrier du projet a été révisé et le projet a été réalisé en 6 mois.

L'ensemble de la démarche a été réalisée dans le temps imparti. La principale conséquence de ce changement de calendrier est l'impossibilité de faire participer les habitants à l'élaboration du diagnostic partagé. En conséquence, une attention particulière a été portée à l'intégration des habitants à la gouvernance du dispositif et une réelle implication dans les projets du CLS pour les trois années à venir.



Accompagnement post-signature

À la suite de la signature du CLS le 10 septembre dernier, le CRPV assure la continuité de la dynamique du projet dans l'attente de la prise de poste de la chargée de mission santé de la commune. En collaboration avec le comité de suivi, le CRPV assure également l'accompagnement de la prise de poste de la chargée de mission santé.

Mobilisation équipe du CRPV à Saint-Laurent-du-Maroni :

- 2 chargées de mission stagiaires à temps plein sur place (à la régie de quartier de Baka Lycée d'avril à septembre)
- 33 jours de présence sur place de la chargée de mission santé entre février et septembre 2019 (soit en moyenne 5 jours sur place par mois)

Animation de la démarche :

- 3 comités de pilotage et 8 signataires au CLS
- 3 comités de suivi + 12 demi-journées de travail avec les membres du comité de suivi
- Groupes de travail : 22 demi-journées réparties en trois phases de co-construction :
 - Diagnostic partagé
 - Construction de la stratégie
 - Écriture des fiches actions
- 45 rencontres partenaires et de nombreux temps d'écoute et de pédagogie
- Deux sujets transversaux traités : démarches participatives et coordination des activités de SSR

Une attention particulière a été portée à la mobilisation du réseau institutionnel pour impliquer de nouveaux acteurs signataires dans la dynamique du Contrat Local de Santé, au début de démarche en lien avec l'ARS. Le CRPV a poursuivi cette démarche tout au long de l'année pour impliquer les acteurs institutionnels qui ont rejoint la démarche plus tard.



PRODUCTIONS

Dans le cadre des différentes formes d'accompagnements, le CRPV a rédigé un certain nombre de documents à visée opérationnelle tels que :

- Deux notes de capitalisation
- Un diagnostic territorial de Santé : Saint-Laurent-du-Maroni
- Un contrat local de santé et 12 fiches actions (Saint-Laurent-du-Maroni)
- Un guide méthodologique d'évaluation de CLS
- Divers supports et outils
 - Supports de présentation des CLS (diaporamas et cartes mentales)
 - Rétroplanning
 - Trames d'animation de groupe de travail
 - Courriers
 - Comptes-rendus
 - Guide d'entretiens partenaires
 - Cartographies thématiques des acteurs de santé
 - CR de réunion de réseaux

PERSPECTIVES

Toujours dans le cadre contractuel avec l'ARS Guyane, le CRPV envisage de poursuivre ses actions sur la thématique de la santé autour de :

Animation et renforcement d'un réseau de professionnels du domaine de la santé

Il s'agit d'assurer l'animation du réseau santé et politique de la ville et de participer aux instances de pilotage et de suivi des différents CLS/CISM et notamment de leur évaluation. Une attention particulière sera également portée au renforcement du réseau institutionnel nécessaire à la mise en œuvre des CLS.

Appui méthodologique et accompagnement des démarches santé au titre des contrats de ville dans les communes qui disposent d'un CLS

L'accompagnement individualisé des chargés de missions santé des communes est envisagé au cas par cas avec chaque commune. Il permet d'obtenir un soutien méthodologique lors des prises de postes, de la préparation et de la réalisation des évaluations ou le renouvellement des contractualisations. Il permet également d'obtenir un appui dans le cadre de la mise en place de projets inscrits au CLS (mise en réseau avec des acteurs métropolitains, capitalisation d'expériences...).

Mobilisation des communes politiques de la ville sur le déploiement du volet santé de leur contrat de ville (Rémire-Montjoly et Kourou)

Il s'agit de sensibiliser d'une part les communes n'ayant pas encore déployé le volet santé de leurs contrats de ville à l'intérêt du dispositif Contrat Local de Santé. Et d'autre part de mobiliser l'ensemble des partenaires institutionnels pour préfigurer l'organisation de la démarche.





PÔLE INGÉNIERIE
SOCIALE

PRÉAMBULE

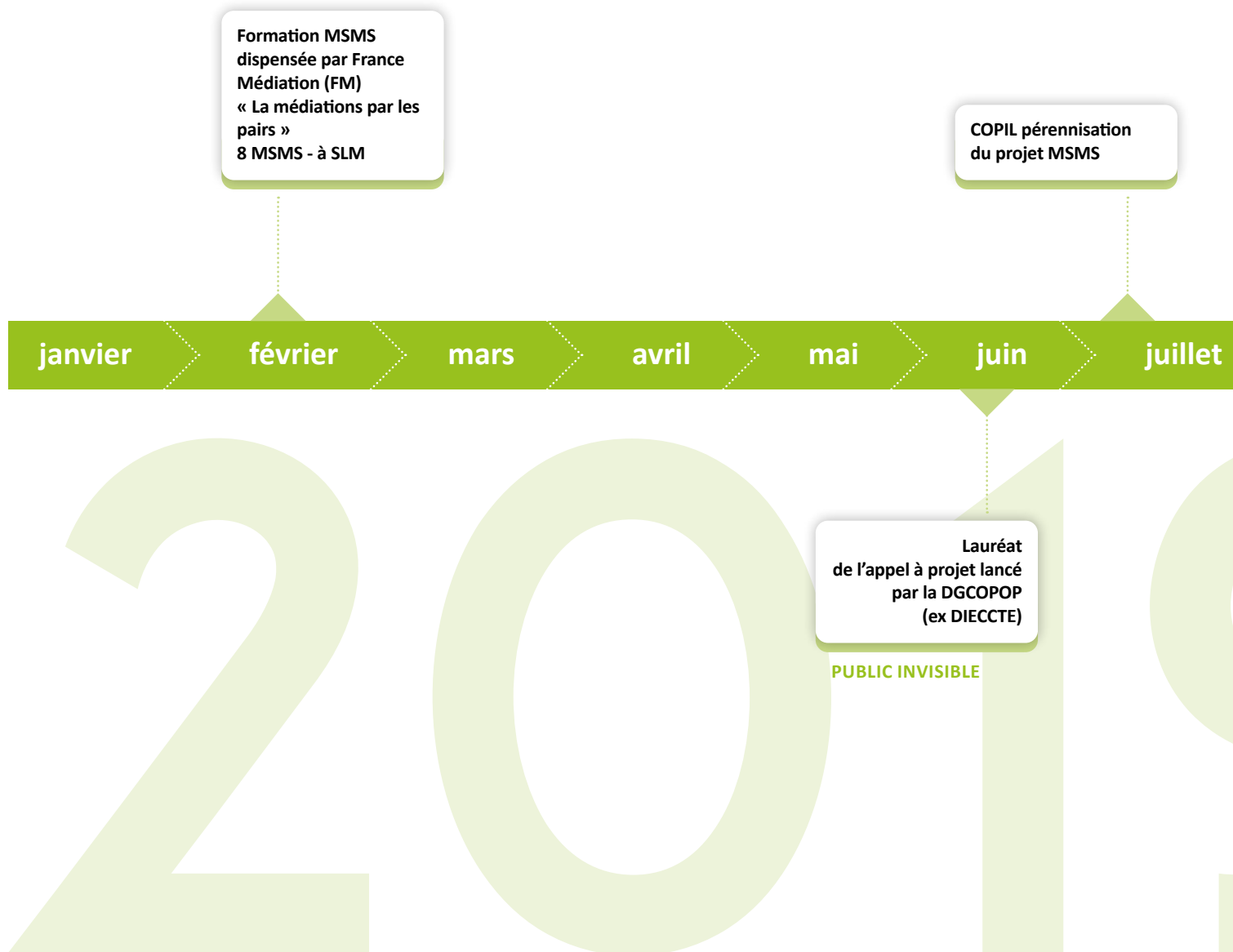
L'année 2019 fut marquée par un fort développement des projets au sein du pôle innovation sociale conduisant son évolution vers la création du pôle ingénierie sociale.

L'ingénierie sociale repose sur une chaîne d'actions qui s'inscrit dans un mouvement plus large de promotion et de développement de l'innovation sociale au sein des territoires de la politique de la ville.

Subséquentement, l'ingénierie sociale déployée par le CRPV ne consiste pas seulement à réaliser des actions, mais à créer les conditions, mobiliser les moyens, construire des dispositifs, pour exploiter les potentialités socio-économiques du territoire, et développer les capacités des acteurs autour des questions de l'intervention sociale. Il s'agit donc d'une fonction d'appui et d'accompagnement méthodologique aux acteurs.

Le pôle conduit ainsi différentes actions en réseau qui se caractérisent notamment par les missions suivantes :

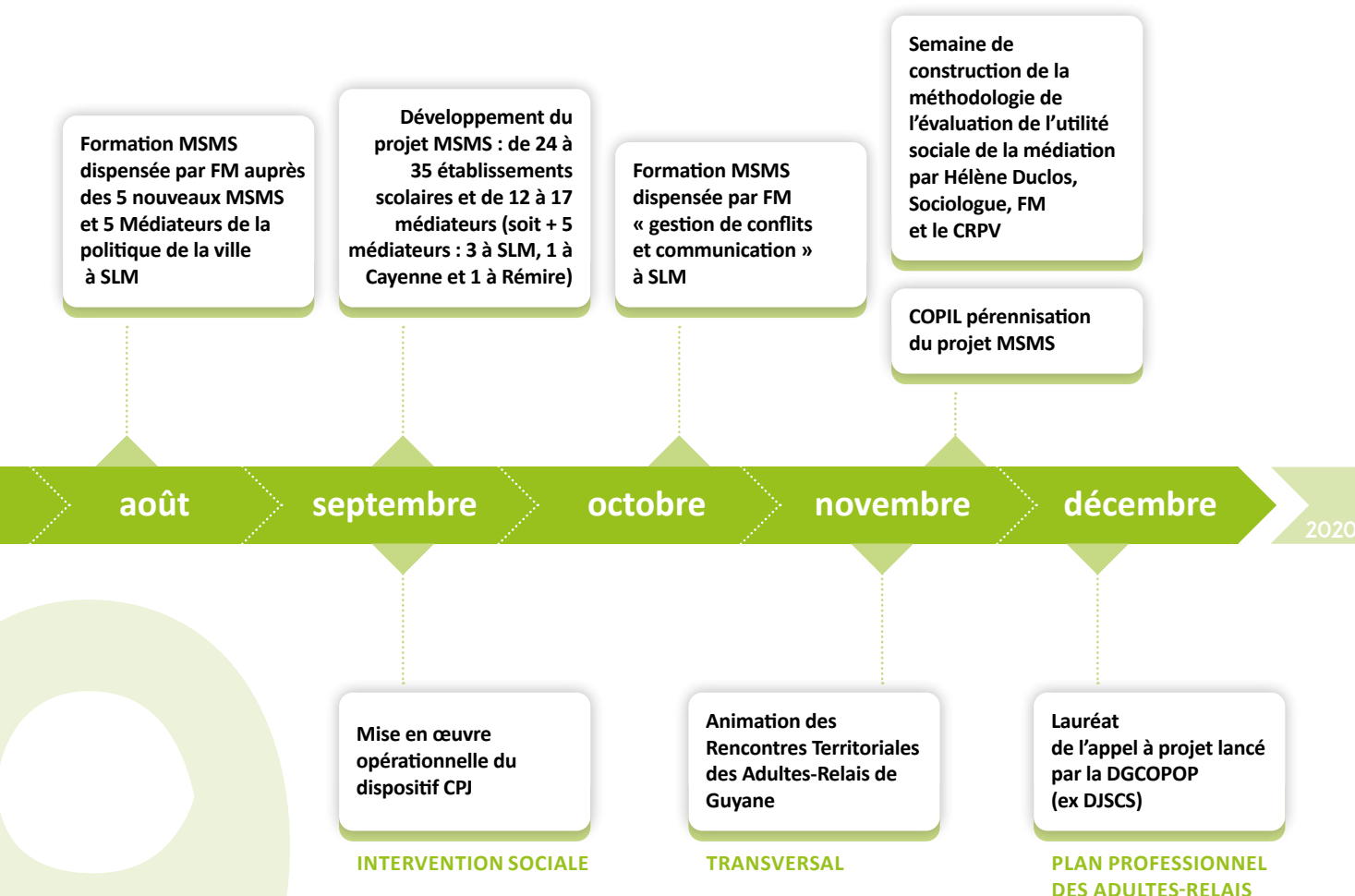
- Production des connaissances sur les politiques sociales/interventions sociales
- Fonctions ressource et méthodologique aux acteurs
- Pilotage de dispositifs expérimentaux d'interventions sociales
- Créer les conditions, mobiliser les moyens pour exploiter les potentialités du territoire via les projets



Concernant l'année 2019, le pôle est composé de 22 salariés travaillant sur les thématiques transversales suivantes :

- Médiation sociale :
 - Dispositif national de médiation sociale en milieu scolaire
 - Plan d'accompagnement à la professionnalisation des adultes-relais de Guyane
 - Animation et organisation des Rencontres Territoriales des AR de Guyane
- Enfance et jeunesse : Accès au loisir et citoyenneté
 - Dispositif expérimental Contrat Partenaires Jeunes
- Insertion socio-professionnelle :
 - Dispositif d'accompagnement vers l'emploi des jeunes dits « du non-recours ou NEET » en consortium avec la Mission Locale Régionale de Guyane

Ainsi, la dynamique du pôle s'appuie sur une approche transversale inhérente aux politiques sociales quant aux différentes thématiques travaillées au sein du CRPV de Guyane.



MÉDIATION SOCIALE

CONTEXTE

Le recours à la médiation sociale en Guyane se révèle être une réponse d'intervention sociale adaptée aux besoins des populations issues des quartiers prioritaires. Le large spectre de ce mode d'intervention sociale s'exerce autour d'actions de proximité qui favorisent la cohésion sociale, la réussite éducative, l'accès aux droits et à la santé et contribue à la prévention de la délinquance.

Convaincu de l'utilité sociale de la médiation sociale et conscient des enjeux qui l'englobent, le CRPV s'est mobilisé depuis 2010 au travers de plusieurs travaux contribuant à la création de dispositifs et à la montée en compétence des acteurs sur le territoire guyanais.

L'expérimentation de la médiation sociale en milieu scolaire, portée par le CRPV depuis 2017 vise à lutter contre les violences en milieu scolaire, l'absentéisme et le décrochage, à créer du lien jeunes/familles/institutions, et à contribuer au développement des comportements citoyens.

PROJETS

Médiation Sociale

Mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation locale de la médiation sociale en milieu scolaire sur les 6 communes de la politique de la ville

La mise en œuvre opérationnelle du dispositif se structure autour d'une ingénierie de projet qui garantit la qualité des interventions et permet de définir clairement les missions, le cadre déontologique et référentiel de la médiation sociale en milieu scolaire avec l'ensemble des partenaires impliqués dans le projet.



Durant l'année 2019, ce dispositif expérimental a connu une forte évolution sur les 6 communes de la politique de la ville. Ce fut aussi l'occasion de travailler sur des thématiques transversales liées à la médiation sociale. Nous avons poursuivi les réflexions autour de la formation et de la professionnalisation des adultes-relais et proposé un dispositif innovant d'accompagnement des AR comprenant 3 axes d'interventions.

Aussi, afin de décloisonner la pratique de la médiation sociale et favoriser localement la construction d'une culture commune de médiation, le CRPV s'est investi dans l'organisation et la co-animation du séminaire de Direction du réseau France Médiation et a animé des modules formations au DU médiation en santé en lien avec l'Université de Guyane.

Dans cette dynamique d'animation de réseau et de montée en compétence du territoire, le CRPV en lien avec la DJSCS a également organisé et animé la Rencontre Territoriale des Adultes-Relais de Guyane (RTAR).

Cette ingénierie de projet se déploie sur les activités phares suivantes :

- Déploiement des activités de médiation sociale au sein de 24 puis 35 sites scolaires
- Encadrement et suivi des activités des 12 puis 17 médiateurs sociaux
- Intensification et densification du réseau partenarial : l'Éducation Nationale, DSU, CLSPD, PRE, Associations
- Suivi des relations avec France Médiation
- Recrutement de 8 médiateurs (information collective, jurys de sélection)
- Accompagnement à la professionnalisation des médiateurs (formation, analyse de pratiques, regroupement des équipes)
- Animation de la gouvernance
- Évaluation de l'activité de médiation sociale
- Travaux autour de la pérennisation du dispositif

Développement du dispositif MSMS

Suite à l'évaluation positive de l'impact de la médiation sociale auprès des élèves, réponse aux problématiques du contexte scolaire guyanais, le Préfet de la Région Guyane a souhaité intensifier le développement du dispositif sur les 6 communes de la politique de la ville.

En 2019 il est donc passé de :

- 24 à 35 établissements scolaires, soit 16 collèges et 19 écoles élémentaires
- 12 à 17 médiateurs déployés sur Cayenne, Macouria, Rémire-Montjoly, Matoury, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni

De fait, les communes de Rémire-Montjoly, Macouria, Saint-Laurent-du-Maroni bénéficient d'une couverture totale du dispositif sur ses collèges depuis la rentrée scolaire de septembre 2019.

Un tel développement a engagé des travaux importants de consolidation du dispositif en termes de réunions de pilotage, de coordination, de présentation, d'implantation et de recrutement (Jury de recrutement).

- 1 COPIL restreint axé sur le développement
- 19 réunions se sont tenues avec l'État, communes et/ou Éducation Nationale
- 3 réunions d'informations collectives ont été réalisées pour les candidats aux nouveaux postes MSMS dont 2 à SLM et 1 à Cayenne
- 8 jurys de recrutements réalisés avec les chefs des établissements, Directeurs, communes et délégués du Préfet
- Recrutement d'une chargée de mission cellule médiation

Implantation MSMS 2019 au sein des écoles en Politique de la Ville

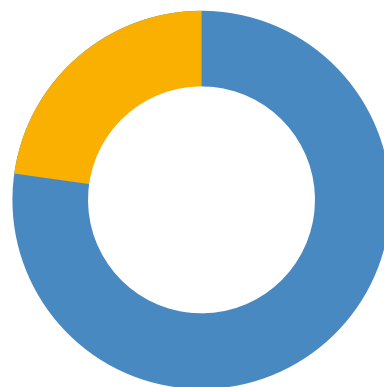
Ecoles sans MSMS
65



Ecoles avec MSMS
19

Implantation MSMS 2019 au sein des collèges en Politique de la Ville

Collèges sans MSMS
5



Collèges avec MSMS
16

Évaluation du projet MSMS (janvier à décembre 2019)

Afin d'assurer une démarche qualité du dispositif, l'équipe encadrante suit de près les activités des médiateurs en apportant soutien, conseils, cadrage et ressources.

Pour ce faire, des points étapes se font régulièrement avec les chefs des établissements, directeurs et MSMS.

Quant à l'évaluation du dispositif, nous nous appuyons sur le logiciel de reporting « Medios ». Les médiateurs recensent chaque jour leurs activités sur ce logiciel. Cette pratique permet de disposer de données quantitatives à analyser. Ces données sont croisées avec l'analyse qualitative des actions déployées au sein des sites.

Ces bilans par site sont présentés à la gouvernance et aux partenaires lors des comités de suivi. Ces instances permettent notamment d'avoir une prise de recul sur l'année passée et une anticipation des actions possibles des médiateurs lors de l'année suivante.

Enfin, le bilan annuel de l'ensemble du projet reprenant les 3 axes est partagé et validé par les membres du comité de pilotage annuel.

Cette année nous avons réalisé :

- 32 points étapes avec l'Éducation Nationale
- 26 comités de suivi de validation des actions et d'évaluation MSMS

La médiation sociale en milieu scolaire en quelques chiffres

Ce renforcement des actions de médiations en faveur des élèves a permis pour cette année une intensification du travail concernant le lien école-famille, le climat scolaire, l'absentéisme et le décrochage sur les établissements fortement touchés par ces problématiques.

Chiffres-clés des actions de médiation de l'année 2019

- 993 présences actives de proximité
- 536 interventions relatives aux gestions de conflits
- 2 752 mises en relation dont 546 concernant les problématiques de comportements, 413 concernant les relations familiales et 376 au sujet de l'absentéisme

Pérennisation du dispositif

Quant au calendrier de l'expérimentation, il a été décidé de l'inscrire dans l'agenda National. L'expérimentation se poursuivra ainsi jusqu'au 31 décembre 2021.

D'ores et déjà, le CRPV mène une réflexion et des travaux sur la pérennisation de ce projet, notamment par la sollicitation d'une étude de faisabilité, réalisée par France Médiation, portant sur les différents scénarii possibles. Une première présentation de ces travaux a été effectuée au Copil du 16 juillet 2019.

Par ailleurs, au regard du contexte local, un travail d'approfondissement des travaux engagés se poursuit avec France Médiation pour objectiver les éléments concernant les modèles juridiques

et économiques des différents portages possibles (Association ou GIP). Ceci nous permettra d'aborder plusieurs approches comparatives afin d'identifier les meilleurs modèles, repérer une structure existante et/ou créer une structure idoine en 2020-2021. Le glissement du dispositif expérimental MSMS s'opèrera le 1^{er} janvier 2022.

Enfin, les travaux de pérennisation du dispositif s'inscrivent dans des objectifs communs autour d'une logique de territoire et de gouvernance et associent l'ensemble des partenaires.

- 7 rencontres avec les partenaires et/ou la gouvernance ont été réalisées
- 1 COFIL restreint axé sur la pérennisation

Approche transversale de la médiation sociale

Mise en place d'une ingénierie de formation

Depuis 2017, le CRPV travaille avec les OPCO, le CNFPT et France Médiation pour le développement d'une ingénierie de formation. La qualité de l'offre de formation et sa pérennisation garantissent la montée en compétence du territoire et la reconnaissance du métier de médiateur en Guyane.

- 5 rencontres partenariales avec les OPCO
- 10 séances de coordinations avec France Médiation

Les médiateurs se professionnalisent par la théorie puis par la pratique sur le terrain. Cette année, 8 médiateurs sociaux du CRPV et 5 de la politique de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni ont bénéficié de la formation sur les fondamentaux de la médiation sociale ainsi qu'en milieu scolaire.

Contrairement aux années précédentes, la formation a eu lieu dans l'Ouest Guyanais, à Saint-Laurent-du-Maroni avec également l'appui de la commune et du CNFPT sur les questions de logistiques : hébergement et déplacements des formateurs, mise à disposition des salles pour la formation...



Ce focus sur Saint-Laurent-du-Maroni a aussi permis une intensification de la présence du CRPV sur ce territoire.

- 4 semaines complètes en août/septembre
- 3 semaines complètes en octobre

Ces temps de présences sur ces périodes ont été également l'occasion d'échanger avec la commune sur les besoins en termes de qualification, encadrement et structuration des actions de médiations, menant, par la suite, à un accompagnement à la structuration du service de la ville, notamment du pôle médiation.

Organisation et animation des Rencontres Territoriales des Adultes-Relais de Guyane

Mises en place par le CGET, les rencontres territoriales sont des journées dont la vocation est de donner la parole aux acteurs de terrain et d'apporter une reconnaissance à leur fonction de médiation.

Les rencontres du 22 novembre 2018 avaient pour visées de faire émerger et de renforcer une culture professionnelle commune de médiation sociale. Cette année, elle s'est déroulée le 7 novembre 2019 et nous l'avons orientée sur la diversité de la pratique de médiation en Guyane, « Vivre la médiation en Guyane ».

Un des objectifs de cette journée était de développer l'interconnaissance des pairs-médiateurs, de se mettre en scène autour de situations rencontrées dans le quotidien professionnel, notamment par le biais du théâtre forum, de débattre, de chercher ensemble des solutions aux situations jugées difficiles par les professionnels, et d'échanger sur les pratiques de médiation lors d'ateliers.



La Rencontre Territoriale en quelques Chiffres :

- 100 adultes-relais actifs en Guyane
- 52 adultes-relais présents aux rencontres, en provenance de Cayenne, Kourou, Macouria, Matoury, Rémire-Montjoly et Saint-Laurent-du-Maroni
- 25 encadrants présents
- 1 théâtre Forum constitué de 4 groupes de travail
- 3 ateliers d'échanges de pratiques de médiation sociale à destination des adultes-relais
- 1 à destination des encadrants

Co-animation du séminaire de direction du Réseau de France Médiation

En novembre 2019, le séminaire de direction du Réseau France Médiation s'est tenu en Guyane avec l'appui du CRPV.

Ce séminaire co-organisé avec Laurent Giraud, directeur de France Médiation, était destiné aux directeurs de structures de médiation sociale œuvrant dans plusieurs secteurs d'activités et originaires de diverses régions. Ce séminaire avait pour ambition de croiser les disciplines, les regards et les modes d'intervention de la médiation.

Le CRPV a ainsi animé différents temps (présentations du contexte socio-démographique guyanais, focus sur l'habitat, la santé, l'immigration, la jeunesse et comment ces thématiques rejoignent les questions de médiation sociale).

Ce séminaire était également l'occasion de plaider en faveur des valeurs et de la culture de la médiation.

Intervention du CRPV au Séminaire

Présentation générale du contexte guyanais et du CRPV

- Éléments de contexte pour appréhender la Guyane
- Cadre de référence national des CRPV et projet du CRPV Guyane
- Présentation des projets de médiation portés par le CRPV Guyane
- Visite des quartiers de Macouria (Soula et Sablance)
- Appréhension globale des enjeux des quartiers visités
- Découverte du quartier de Soula
- Marche dans le quartier d'habitat spontané Sablance

Visites des sites scolaires bénéficiant de la médiation sociale

- Visite du collège Reeberg NÉRON à Rémire-Montjoly
- Visite du Collège Justin Catayée à Cayenne

Diagnostic en marchant des quartiers de Cayenne

- Marche exploratoire dans le quartier Mango à Cayenne
- Débat et échange réflexif sur le « diagnostic en marchant »

Ce séminaire a réuni 14 directeurs de structures ainsi que la présidente de France Médiation et adjointe au Maire de Bordeaux, Alexandra SIARRI COURJAUD. Les enjeux de la médiation sociale ont pu être travaillés à partir de :

- 5 temps d'échanges formels avec les équipes du CRPV
- 1 temps d'échanges avec les chargés de mission de la politique de la ville de Macouria
- 1 temps d'échanges avec les ambassadeurs du lien social de Macouria
- 1 temps d'échanges avec le chef de la politique de la ville de Macouria
- 3 temps d'échanges avec les habitants de Macouria et de Cayenne
- Participation à la Rencontre Territoriale des Adultes-Relais de Guyane

Évaluation de l'utilité sociale de la médiation

France Médiation a été retenue, dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt TremplinAsso lancé par le CGET, pour la réalisation d'une évaluation fine de l'impact de la médiation sociale en milieu scolaire avec un focus sur la Guyane.

Dans ce cadre, nous avons effectué plusieurs temps de travail avec France Médiation et Hélène DUCLOS, sociologue, chargée de clarifier les enjeux de cette évaluation, de définir les questions évaluatives et de construire la méthodologie en lien avec les spécificités du territoire guyanais.

Des temps d'immersion en Guyane ont permis une première approche du dispositif MSMS ainsi que les dynamiques construites autour du projet.

Temps de groupe de travail sur la construction de la méthode de l'évaluation sociale de la médiation Novembre 2019

De fait, cette semaine de travail a permis de poser les bases méthodologiques de l'évaluation du dispositif.

- 1 COPIL
- 1 entretien avec le délégué du Préfet de SLM
- 3 visites d'écoles bénéficiant d'un MSMS
- 2 visites des collèges bénéficiant d'un MSMS
- 4 entretiens avec les médiateurs
- 3 entretiens avec des élèves
- 1 temps avec les parents d'élèves via le projet Café des parents
- 1 temps d'échange avec les chargés de Mission POV/Macouria et Rectorat
- 1 temps d'échanges avec 2 associations œuvrant sur la thématique de médiation et de la parentalité
- 3 temps d'échange avec l'équipe encadrante MSMS du CRPV

Professionnalisation

Plan d'accompagnement à la professionnalisation des adultes-relais en Guyane

Dans l'objectif d'apporter des réponses adaptées aux situations de conflits et à la dégradation du lien social dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, le programme adultes-relais créé en 1999, constitue un support important pour le développement du métier de médiateur social, tout en ayant pour objectif d'accompagner les personnes recrutées à une insertion professionnelle et sociale.

Ainsi, dans la continuité des réflexions et actions menées en collaboration avec la DJSCS, le CRPV se positionne en novembre 2019 et est retenu pour la mise en œuvre du plan d'accompagnement à la professionnalisation des adultes-relais de Guyane.

Accompagnement à la professionnalisation des adultes relais - construction d'un parcours vers un emploi durable



La mise en œuvre du plan vise :

- La formation des adultes-relais au métier de médiateur social et la professionnalisation de leurs interventions
- L'accompagnement à la mobilité professionnelle de 30 adultes-relais, notamment ceux en fin de contrat
- Axe additionnel : animation du réseau des AR et de leurs encadrants

Cette palette de réponses vise un même objectif : faciliter la réalisation du projet professionnel des adultes-relais et les accompagner vers un emploi pérenne.

PRODUCTIONS

Mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation nationale de médiation sociale en milieu scolaire

Mise à jour des outils opérationnels suivants :

- Fiche de saisine de visite à domicile
- Fiche de contact avec la famille, Fiche d'orientation vers le médiateur, Fiche type projet
- Demande d'intervention de l'assistante sociale en faveur des élèves (orientation)
- Demande d'entretien avec le médiateur à destination des élèves
- Note de présentation des outils du médiateur
- Protocole de remontée d'information à destination des établissements scolaires et des MSMS

Élaboration des feuilles de route MSMS

- 17 diagnostics des sites scolaires
- 17 programmes d'action prévisionnels des médiateurs
- 15 Fiches/rédactions de projet

Gouvernance

- 3 supports de présentation et relevé de décisions, COPIL MSMS
- Support de présentation, Bilan partiel MSMS CLSPD Cayenne et Matoury
- 26 supports de présentation comité de suivi MSMS par site

Doublement du dispositif de médiation sociale en milieu scolaire

- Plaquette de communication MSMS, Nov. 2019
- 2 supports de présentation réunion collective de recrutement
- 8 relevés de décision du Jury MSMS

Pérennisation de l'expérimentation

- 2 supports de présentation COPIL pérennisation
- 2 relevés de décision

Approche transversale de la médiation sociale

Professionnalisation des adultes-relais

- 1 support d'animation de la formation sur la gestion de projet MSMS

Organisation et animation des Rencontres Territoriales des Adultes-Relais 2019

- 1 rapport d'évaluation de la RTAR 2018
- 1 programme de la rencontre
- 1 carte d'invitation à la rencontre
- 1 dossier animateur novembre
- 1 questionnaire d'évaluation

Séminaire de Directions du Réseau France Médiation

- 1 programme de la rencontre
- 1 support de présentation CRPV et thématiques travaillées au centre
- 1 livret méthodologique du diagnostic en Marchant

Professionnalisation

Plan de professionnalisation des adultes-relais de Guyane

- 1 réponse au marché Public/le Projet d'accompagnement
- 1 rétroplanning de mise en œuvre

PERSPECTIVES

Poursuite de l'expérimentation nationale de médiation sociale en milieu scolaire

Le CPRV est le porteur du projet et sa gestion implique un accompagnement opérationnel et méthodologique au quotidien. La poursuite du portage du projet s'inscrit également dans une démarche partenariale étroite avec les instances de pilotage et les acteurs de terrain.

Pour conserver la démarche qualité du dispositif, le CRPV proposera :

- L'animation de la gouvernance locale
- Un encadrement de proximité
- Une ingénierie de formation à destination des médiateurs
- Suivi et évaluation avec une déclinaison du dispositif national d'évaluation et évaluation locale du projet en Guyane
- Des Interventions de médiations auprès des publics scolaires
- Capitalisation et évaluation du projet

Garantir les conditions de la pérennisation du dispositif expérimental de médiation en milieu scolaire

Afin de rendre possible la pérennisation du dispositif, le CRPV animera la gouvernance autour de la pérennisation du projet MSMS et avec les objectifs suivants :

- Approfondissement des travaux sur les modèles juridiques et économiques des portages possibles
- Développement des partenariats
- Définitions des modalités de glissement du dispositif vers le portage retenu

Plan d'accompagnement à la professionnalisation des adultes-relais en Guyane

L'année 2020 sera celle de l'opérationnalité de la mise en œuvre du plan d'accompagnement à la professionnalisation des adultes-relais de Guyane. Les travaux qui seront engagés incarneront une gestion de projet autour des 3 modalités suivantes :

1- Mise en place d'une offre de formation composée de deux niveaux

- Niveau 1 : Modules de base : Métier socle et professionnalisation des actes de médiation

- Niveau 2 : Modules spécifiques : Le médiateur en Guyane (renforcement des compétences et approches des sujets liés aux spécificités du territoire)

2- Accompagnement individuel à la mobilité professionnelle

Afin de valoriser une formation adaptée et personnalisée et de répondre aux besoins spécifiques de 30 adultes-relais, 18 heures d'accompagnement seront proposées par adultes-relais volontaires remplissant l'une des conditions suivantes :

- En fin de contrat
- En CDD de plus de 6 mois
- Exerçant dans les quartiers de la politique de la ville

3- La création d'un réseau adultes-relais et de leurs encadrants

Le CRPV créera et alimentera le réseau des AR et des encadrants de médiation exerçant dans les territoires de la politique de la ville via l'organisation d'échange de connaissances, le partage de pratique et la sensibilisations aux obligations des employeurs ayant un poste AR. Mise en place de quatre groupes techniques d'analyse de pratique de terrain animés par un professionnel du CRPV.

- Création d'un outil de partage dématérialisé (alimentation et suivi par le CRPV)
- Création d'un groupe WHATSAPP constitué d'AR de Guyane et consentant
- Réalisation d'une journée-formation de sensibilisation pour les encadrants, sur la médiation et les engagements liés aux postes des AR

ACCÈS AU LOISIR ET CITOYENNETÉ

CONTEXTE

En Guyane, la démarche jeunesse initiée par la Collectivité Territoriale de Guyane a permis de relever les chiffres suivants « 61% des jeunes guyanais ne s'engagent pas dans des actions pour leur quartier ou leur commune et seuls 37% sont investis dans des associations dont 11% dans une association sportive et 10% dans une association culturelle ».

Consciente des enjeux sociaux liés à l'accessibilité d'une pratique de loisir en Guyane, la Collectivité Territoriale de Guyane, en collaboration avec la CACL, accompagnées par le CRPV, se positionne en 2018 sur un dispositif d'accompagnement d'accès aux loisirs sur le modèle du Contrat Partenaires Jeunes (CPJ),

lequel relève d'une politique d'action sociale à destination des jeunes et de leurs familles, et repose sur le principe d'une contrepartie citoyenne.

L'année 2019 s'inscrit dans la continuité des travaux de préfiguration et marque le début de la mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation d'un dispositif visant à favoriser l'accès aux loisirs et l'engagement des jeunes sur le territoire.

PROJET

Préfiguration et mise en œuvre du dispositif d'accès aux loisirs - Contrat Partenaires Jeunes

Le CRPV est venu appuyer les institutions sur la structuration du dispositif par l'animation des groupes de travail auprès de la CTG et de la CACL.

Ces temps de travail se sont articulés autour de 3 objectifs :

- Délimiter le cadre d'intervention du dispositif
- Élaborer son modèle économique
- Définir la stratégie de sa mise en œuvre opérationnelle

De mars à Juillet 2019, le CRPV a animé 7 réunions de travail avec les partenaires du projet au sujet de la préfiguration du dispositif.

Ainsi, les travaux de préfiguration ont permis de définir le cadre de référence et d'intervention du dispositif. Le CPJ s'adresse à un public sous condition d'âge, de ressources et de territoires (Cayenne, Macouria et Montsinéry-Tonnegrande) pour une durée de trois ans. Le choix du critère unique de quotient familial permettra de cibler une population en grande précarité (NB : par rapport au seuil hexagonal, le taux de pauvreté est de 61.25%).

Lancement de l'expérimentation du dispositif aux loisirs

En septembre 2019, Le CRPV s'est attaché à la préparation et au lancement de l'expérimentation CPJ pour un démarrage effectif au 1^{er} Octobre 2019.

Les travaux de lancement de l'expérimentation se sont articulés autour de stratégies d'implantation du dispositif au sein des communes (Macouria, Cayenne et Montsinéry) et des modalités de mise en œuvre opérationnelle.

Il s'agissait dans un premier temps de :

- Définir la stratégie de communication auprès du public cible et des partenaires
- Construire un partenariat opérationnel avec les communes et le tissu associatif
- Outiller le dispositif
- Organiser les permanences d'accueil et d'inscription
- Accueillir et accompagner les jeunes/familles dans les démarches d'accès au loisir

SEPTEMBRE

Démarrage de l'expérimentation

Présentation et communication de l'expérimentation CPJ

Identification des permanences au sein des communes pour l'accueil des jeunes/familles intéressés par le dispositif

Identifier un référent CPJ- commune

OCTOBRE

Mise en œuvre opérationnelle

Permanences d'inscription

Inscriptions aux loisirs

Initiation partenariat opérationnel : associations, fédérations, ligues, clubs, entreprises...

NOVEMBRE/DÉCEMBRE

Réajustements

Permanences d'inscriptions

Répertoire des associations d'offre de loisirs

Contacts partenaires

Accompagnement des jeunes inscrits

Permanences au sein des communes



Dès le mois de novembre, nous avons facilité l'accès aux permanences d'inscription, en élargissant les lieux d'accueil particulièrement pour la commune de Macouria et celle de Cayenne. Avec l'accord des chefs d'établissements scolaires, nous avons planifié des permanences hebdomadaires par territoire au sein de 4 écoles élémentaires et de 5 collèges classés en Réseau d'Éducation Prioritaire. Cette évolution, nous a permis de communiquer plus largement sur le dispositif et de cibler davantage notre public.

En 2019, le CPJ, grâce au financement du loisir et au principe de contrat, nous a permis de travailler avec 51 jeunes guyanais et leurs familles.

Le CPJ 2019 en quelques chiffres

- 31 rencontres partenariales avec les services politiques de la ville, Éducation Nationale, tissu associatif
- 45 permanences d'inscriptions
- 117 familles reçues en permanences
- 78 jeunes inscrits

PRODUCTIONS

Préfiguration de l'expérimentation

Gouvernance

- 3 supports de présentation : Comité technique et de pilotage avec la CTG et la CACL
- 5 relevés de décisions
- 1 fiche action plan pauvreté
- 2 notes de cadrage pour une expérimentation sur 3 ans
- 1 convention annuelle partenariat DJVA/CTG/CRPV et d'attribution

Mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation

Outils du dispositif

- Fiche d'inscription
- Contrat d'engagement
- Autorisation Parentale
- Flyer de présentation
- Affiches de communication
- Bon loisir
- Bon équipement

Partenariat

- 6 supports PPT de présentation de l'expérimentation
- 1 protocole de financement activité loisirs
- 1 protocole de financement équipement
- 1 note explicative dispositif CPJ
- 1 modèle de facture

Contrats Jeunes et familles:

- 51 contrats d'engagement

PERSPECTIVES

Le dispositif touche de nombreux enjeux territoriaux, tels que l'offre de loisirs, la mobilité des jeunes et l'implication de l'ensemble des acteurs : familles et partenaires opérationnels. Aussi, le CPJ est bien souvent confronté à une offre de loisir peu structurée. Il sera donc nécessaire d'épouser les enjeux globaux du déploiement du dispositif en termes de gouvernance, stratégies d'interventions et développement.

Poursuite de l'expérimentation et accompagnement de son développement :

- Animation de la Gouvernance
- Étendre l'expérimentation du dispositif CPJ sur 3 années scolaires : 2019/2022
- Augmentation progressive du nombre de bénéficiaires : 300 jeunes pour l'année 2021/2022
- Couverture progressive du dispositif sur l'ensemble des communes en Politique de la Ville avec l'opportunité d'un développement en zone rurale selon des modalités spécifiques
- Appuyer la montée en compétences du territoire sur les questions de l'accès aux loisirs pour tous
- Agir sur l'offre de loisir et sur sa structuration (professionnalisation, développement de l'offre et de sa capacité d'accueil)

Mise en œuvre opérationnelle

L'enjeu de la deuxième année sera de conserver la qualité d'offre de service, de pouvoir intégrer la démarche de mesure des résultats et la mise en place d'amélioration continue en déclinaison aux éléments contextuels :

- Augmentation du nombre de bénéficiaires : 200 jeunes pour l'année 2020-2021
- Développement du dispositif sur les communes de Rémire-Montjoly, Matoury, Macouria, Cayenne, Montsinéry et Roura
- Développement et organisations des permanences
- Suivi des jeunes
- Élaboration des contreparties
- Développement des partenariats

COORDINATION PROJET JEUNES INVISIBLES

CONTEXTE

En 2018, la Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques, publie une étude sur les jeunes dit « invisibles ». Près de 330 000 jeunes en France, âgés de 16-25 ans, entre dans la catégorie des NEET. Cela représente une tranche considérable de jeunes se trouvant hors champ de l'emploi, des études, de la formation. Cette population ne bénéficie d'aucun accompagnement par les services publics et n'est plus comptabilisée par les différents dispositifs de droit commun. Elle devient « invisible » des institutions.

La Guyane compte actuellement 15 000 jeunes NEET et seulement 5% (750) d'entre eux sont bénéficiaires de la Garantie Jeune. La très grande majorité de ces jeunes, difficilement repérables, s'inscrit inexorablement dans ce processus de désocialisation, les conduisant à une rupture avec la société.

LE PROJET

Préfiguration du dispositif « repérage et mobilisation des jeunes dits « invisibles »

Le CRPV est venu appuyer la Mission Locale Régionale de Guyane quant à l'élaboration de la réponse à l'AAP et à la préfiguration du dispositif. Il a fallu dans un premier temps travailler sur les enjeux suivants :

- Clarification du contexte dans lequel s'inscrit la demande publique
- Analyse du public cible ainsi que des besoins
- Réflexion sur les modalités d'interventions sociales adéquates et pertinentes
- Définition du cadre de la réponse
- Définition des objectifs d'intervention accompagnés de leurs indicateurs de performance et indicateurs d'impact
- Définition du modèle économique
- Définition du cadre partenarial : le Consortium

Dans ce cadre, il a été organisé :

- 3 séances de travail
- 3 séances de co-rédaction du projet

En 2019, dans le cadre d'un consortium, le CRPV et la Mission Locale construisent une réponse innovante d'intervention sociale au bénéfice de ce public en difficulté.

Le dispositif consiste à mobiliser un triptyque solide, constitué d'une équipe pluridisciplinaire, médiateurs, éducateurs et conseillers d'insertion, au moyen d'un bus itinérant, afin d'« aller vers » les jeunes dits « du non-recours », de travailler une accroche, puis un projet d'insertion. L'équipe se veut mobile, reconnue et intégrée dans les quartiers ciblés.



L'ingénierie sociale et de projet, portée par le CRPV, a joué un rôle important dans la consolidation du projet. Nous avons apporté un appui méthodologique et conceptuel à la MLRG sur les questions stratégiques du déploiement de l'expérimentation du dispositif et des interventions sociales :

- Les profils et fiches de postes des professionnels à recruter
- Le choix des territoires d'intervention avec les partenaires du projet et les communes

- La définition des stratégies de pénétration des quartiers
- L'outillage du dispositif
- Les modalités de recrutements spécifiques au projet

À partir de septembre 2019, le CRPV a participé à 3 rencontres de coordination des lauréats de l'AAP, organisées par la DGCOPOP (Ex DIECCTE).

PRODUCTIONS

Gouvernance

- 1 co-production du cadre de réponse de l'AAP
- 1 co-production d'un PPT de présentation du projet
- 4 fiches de postes/offres d'emploi

Outils opérationnels du dispositif

- Outils de remontées de terrain + indicateurs d'évaluations
- Fiche projet
- Fiche diagnostic du quartier
- Fiche de liaison
- Livret d'accompagnement

PERSPECTIVES

Mise en œuvre opérationnelle

La mission du CRPV sera alors d'apporter un appui méthodologique, conceptuel et une expertise de l'intervention sociale et ce, dans le suivi et dans la mise en œuvre du projet.

- Recrutement des équipes
- Pénétration des quartiers
- Accompagnement des jeunes

Territorialisation du dispositif

Le rôle du CRPV sera d'accompagner la Mission Locale dans le déploiement de cette territorialisation tant sur le plan stratégique que sur le plan opérationnel de mise en place de deux pôles du dispositif.

- Lancement dans un premier temps sur le bassin de Cayenne et puis dans un second temps à Saint-Laurent-du-Maroni

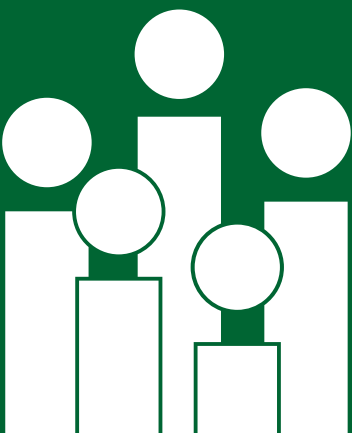
Accompagnement Mission Locale : suivi et évaluation du dispositif

Le CRPV et la Mission Locale co-construiront des stratégies adaptées à chaque quartier d'interventions. Le CRPV apportera aussi à la Mission Locale une veille et une expertise complémentaire dans le champ de l'ingénierie sociale.

- Définition des stratégies d'interventions en fonction des quartiers investis
- Réajustements et créations d'outils
- Analyse des données et co-évaluation du dispositif

Animation de la Gouvernance

Le CRPV assurera l'animation des instances de pilotage et de suivi du projet (COFIL et COTECH).



PÔLE ADMINISTRATIF,
FINANCIER
ET DES RESSOURCES
HUMAINES

LE BUDGET

En 2019, le budget total annuel du centre de ressources est de **1 459 689 €**.

Le différentiel entre le budget et le total des produits et charges d'exploitation relève du résultat (170 591€), des amortissements et les provisions pour les congés payés.

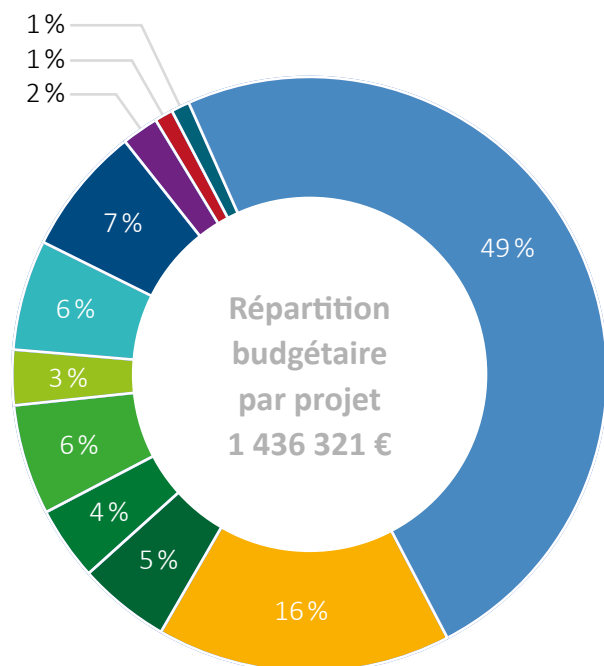
Chiffres clés :

- Total des charges d'exploitation : **1 630 280 €**
dont 350 526 € d'engagement à réaliser sur l'exercice 2020
- Total des produits d'exploitation : **1 630 280 €**

Budget général synthétique

DÉPENSES	
60 - Achats	
Achats d'études et prestations de services	87 468 €
Achats matières et fournitures	2 600 €
Carburant	3 591 €
Fournitures d'entretien et de petit équipement	6 886 €
Fournitures administratives	2 261 €
Sous-total	102 806 €
61 - Services externes	
Locations	33 579 €
Entretien et réparations	3 610 €
Assurance	3 077 €
Documentation	
Sous-total	40 266 €
62 - Autres services externes	
Honoraires	6 288 €
Publicité, publication	6 704 €
Déplacements, missions	73 927 €
Cotisations	11 643 €
Frais postaux et télécommunication	11 614 €
Services bancaires ext.	701 €
Charges diverses ext.	13 894 €
Sous-total	124 771 €
64 - Charges de personnel	
Rémunération des personnels	831 921 €
TOTAL DES DÉPENSES LIÉES À L'ACTION	1 099 764 €
67 - Charges exceptionnelles	450 €
68 - Dotations aux amortissements, provisions immobilisations + engagement à réaliser sur ressources affectées	359 475 €
Sous-total	359 925 €
RÉSULTAT	170 591 €
TOTAL DES DÉPENSES	1 630 280 €

RECETTES	
73 - Prestations	
Saint-Laurent-du-Maroni	23 000 €
74 - Subventions	
État	
Politique de la Ville / P147	264 191 €
FIPD	25 000 €
ARS	40 000 €
DGOM	20 000 €
DIECCTE	15 000 €
CAF	40 000 €
Région	
CTG	339 962 €
Intercommunalités	
CACL	60 000 €
Communes	
Cayenne	22 000 €
Saint-Laurent-du-Maroni	53 753 €
Kourou	15 000 €
Matoury	19 000 €
Rémire	15 000 €
Macouria	9 000 €
Établissements publics	
CDC	30 000 €
Education nationale	19 097 €
Produits exceptionnels sur opération de gestion	2 500 €
Sous-total	989 503 €
78 - Reprises sur amortissements et provisions	
	294 382 €
79 - Transfert de charge	
	323 395 €
TOTAL DES RECETTES	1 630 280 €



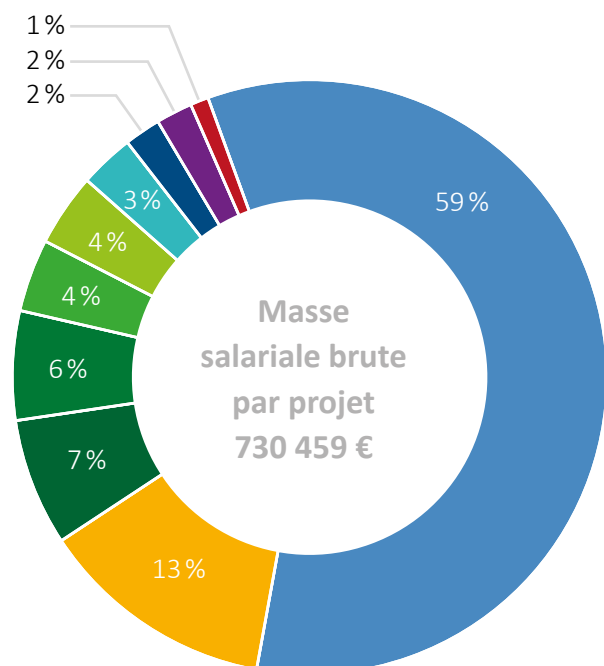
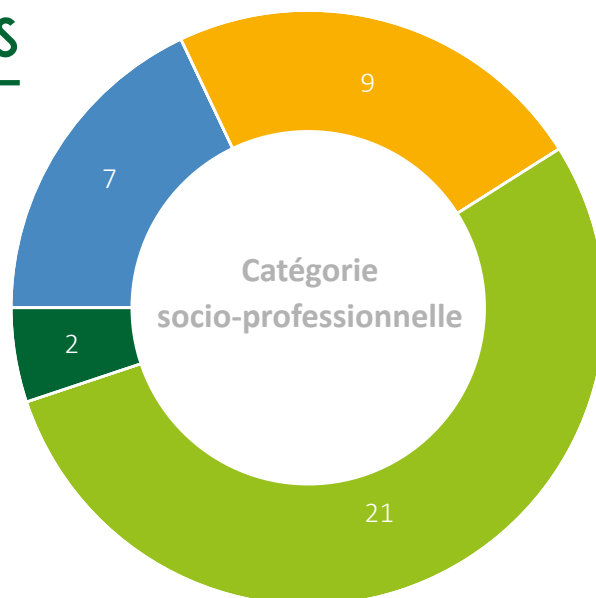
- Médiation sociale à l'école (MSMS) - 707 953 €
- Politique d'information jeunesse (YANA-J) - 227 593 €
- Habitat et renouvellement urbain - 70 964 €
- Santé - accompagnement CLS - 57 850 €
- Politique de la ville - approche transversale - 86 532 €
- Santé - volet santé des contrats de ville - 37 974 €
- Politique jeunesse (Démarche Jeunesse) - 81 955 €
- Aide aux loisirs et citoyenneté (YANA LOISIRS) - 107 650 €
- Démarche participatives (Conseils Citoyens) - 31 388 €
- Participation jeunesse (ATJEG) - 15 792 €
- Rencontres Territoriales des Adultes-Relais (RTAR) - 10 670 €

LES RESSOURCES HUMAINES

En 2019, l'effectif du centre de ressources est de 39 salariés dont 25 Femmes et 14 Hommes. Elle se compose comme suit :

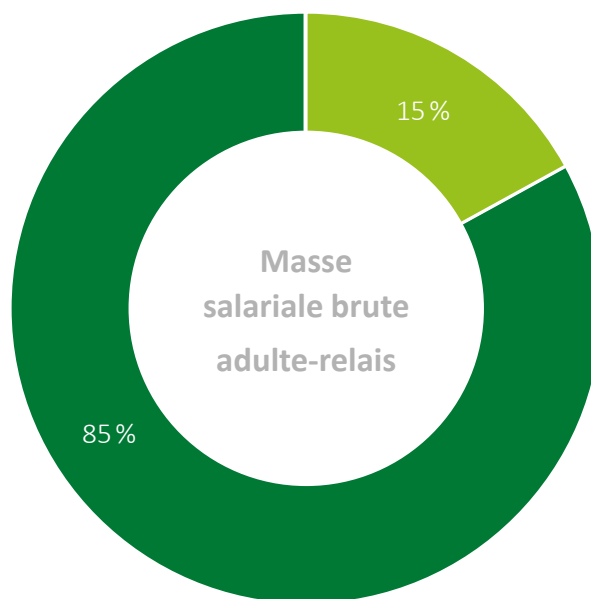
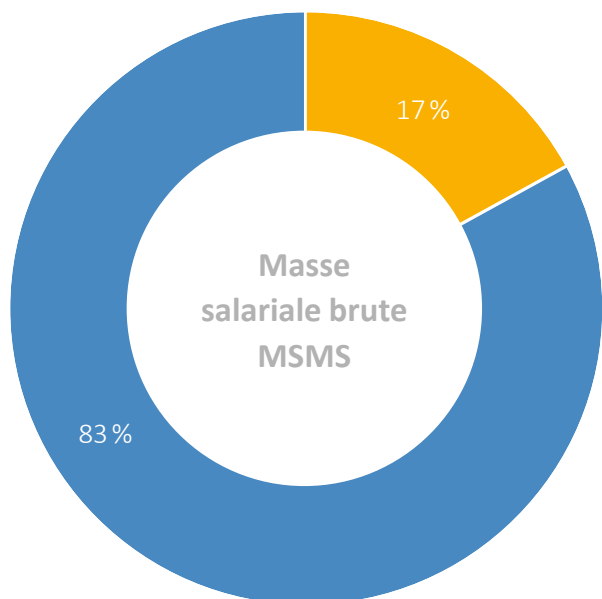
- Cadres - ■ Non-cadres - ■ Adultes-relais - ■ Stagiares

La masse salariale brute par projet représente 730 459 € soit 50,85 % du budget total du centre et constitue la charge la plus importante des dépenses.



- Médiation sociale à l'école (MSMS) - 433 665 €
- Politique d'information jeunesse (YANA-J) - 96 783 €
- Habitat et renouvellement urbain - 49 161 €
- Santé - accompagnement CLS - 41 141 €
- Politique de la ville - approche transversale - 31 352 €
- Santé - volet santé des contrats de ville - 26 762 €
- Politique jeunesse (Démarche Jeunesse) - 20 169 €
- Aide aux loisirs et citoyenneté (YANA LOISIRS) - 16 260 €
- Démarche participatives (Conseils Citoyens) - 11 622 €
- Participation jeunesse (ATJEG) - 3 545 €

Le projet MSMS est le projet le plus conséquent. Sa masse salariale représente près de la moitié de la masse salariale de l'ensemble des projets.



■ 17 Médiateurs - 319 638 € - ■ 2,6 ETP - 67 184 €

■ Aide d'état ASP - 272 063 € - ■ Co-financeurs - 47 575 €

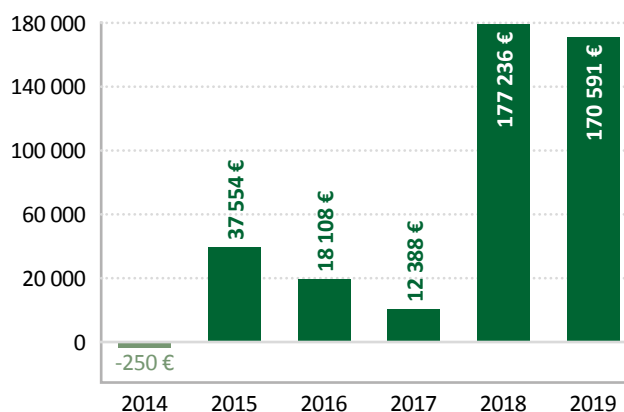
LE SECRÉTARIAT ET LA COMPTABILITÉ

La comptabilité analytique nous permet de suivre au plus près les projets engagés. Cette technique permet d'identifier les coûts afférents à chaque projet et ainsi reporter si besoin les fonds dédiés sur le prochain exercice.

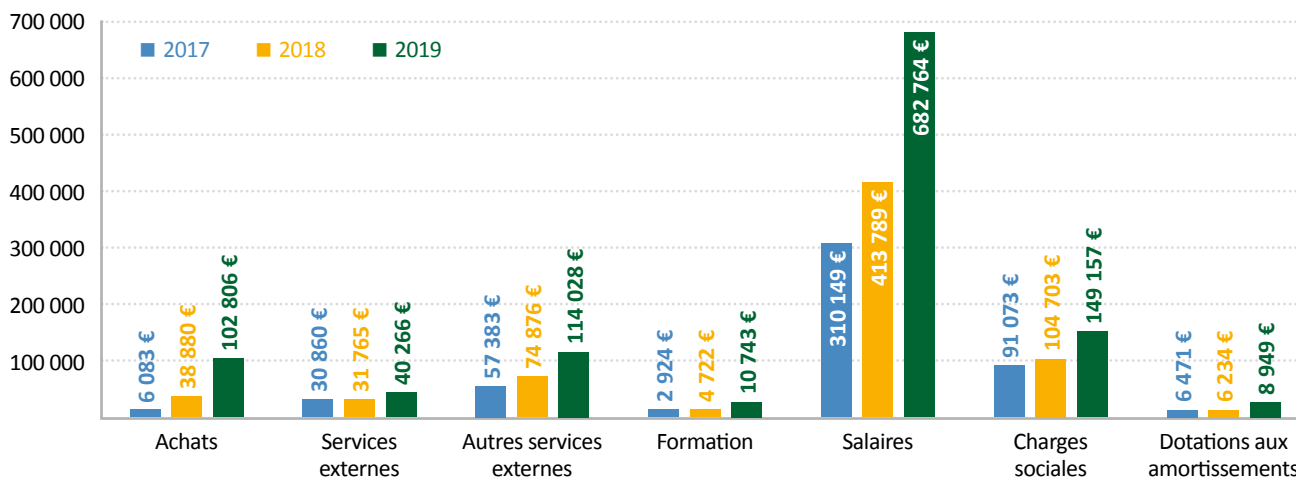
Les comptes annuels 2019 du Centre de Ressources Politique de la Ville de Guyane se caractérisent par les données suivantes :

Total des charges d'exploitation : 1 459 689 €
Total des produits d'exploitation : 1 630 280 €
Résultat (excédent) : 170 591 €

Résultats des 6 dernières années



Charges d'exploitation



LA GOUVERNANCE

Les membres du Comité de Direction (appelé plus communément CODIR), se sont réunis deux fois au cours de l'année 2019 :

Le 24 octobre 2019, avec pour ordre du jour :

- Approbation du compte-rendu du comité de direction du 25 octobre 2018
- Rapport de gestion 2018, bilan comptable et rapport du commissaire aux comptes
- Affectation du résultat 2018
- Rapport d'activité 2018
- Questions diverses

Le 06 décembre 2019, avec pour ordre du jour :

- Rapport de gestion 2018
- Bilan comptable et rapport du commissaire aux comptes
- Affectation du résultat 2018

ANNEXES

LES FINANCEURS

Le budget annuel est constitué de subventions de fonctionnement à hauteur de 16 % et de subventions d'actions à hauteur de 83%.

NOS PRINCIPAUX FINANCEURS	STRUCTURES	OBJET DE LA CONVENTION	VOLUME DE CONVENTIONS	MONTANT DES SUBVENTIONS
ÉTAT	CGET	Programmation 2019	9	125 000 €
		MSMS		8 000 €
		MSMS		11 000 €
		MSMS Cayenne, Matoury, Rémire, Macouria, Kourou, Saint-Laurent-du-Maroni		102 754 €
		RTAR		10 000 €
		Conseils Citoyens		3 000 €
		Conseils Citoyens		3 000 €
		Santé CLS		12 437 €
	ARS	Santé CLS Convention triennale 2017/2019	1	40 000 €
	CDC	Convention partenariale dédiée au volet urbain 2018/2020	1	30 000 €
	DGOM	MSMS	1	20 000 €
	FIPD	MSMS	1	25 000 €
	ASP	MSMS	1	272 063 €
	CAF	MSMS	1	40 000 €
	DIEECTE	MSMS	1	15 000 €
COLLECTIVITÉS	CTG	Programmation 2019	5	5 000 €
		YANA-J		93 892 €
		MSMS		71 465 €
		Démarche Jeunesse		81 955 €
		CPJ		87 650 €
	CACL	Convention triennale 2018/2020	1	20 000 €
		CPJ	1	20 000 €
		MSMS	1	40 000 €

NOS PRINCIPAUX FINANCEURS	STRUCTURES	OBJET DE LA CONVENTION	VOLUME DE CONVENTIONS	MONTANT DES SUBVENTIONS
COMMUNES	Cayenne	Programmation 2019	5	8 000 €
	Matoury			10 000 €
	Rémire			3 000 €
	Kourou			3 000 €
	Saint-Laurent-du- Maroni			8 000 €
	Cayenne	MSMS	6	14 000 €
	Matoury			9 000 €
	Rémire			12 000 €
	Macouria			9 000 €
	Kourou			9 000 €
	Saint-Laurent-du- Maroni		15 879 €	
	Cayenne	Conseils Citoyens (report 2019)	3	5 000 €
	Kourou	Conseils Citoyens		3 000 €
	Saint-Laurent-du- Maroni	Conseils Citoyens		5 000 €
	Saint-Laurent-du- Maroni	Santé CLS	2	12 437 €
	Saint-Laurent-du- Maroni	Santé CLS		12 437 €
	Saint-Laurent-du- Maroni	Politique de la ville	1	23 000 €

RESSOURCES HUMAINES, COMPOSITION DE L'ÉQUIPE

En cette année 2019, les salariés en CDI qui composent l'équipe du Centre de Ressources Politique de la Ville sont :

Prénom et Nom	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ
Denis SOUILLARD	Directeur	Septembre 2010	
Audrey LEEMANN	Responsable du pôle Innovation Sociale	Juillet 2016	Août 2019
Carlos WEE WEE	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Kelly JEAN-BAPTISTE	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Martine NEMAN	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Stéphane BONDRI	Médiateur en Milieu Scolaire	Septembre 2017	
Giselle SANTANA LIMA	Cheffe de projet Médiation Sociale	Mars 2018	
Emma GRAVAL	Chargée de mission Santé	Juillet 2018	Décembre 2019
Mallainy BHIKHOO	Gestionnaire Administrative Comptable et financier	Septembre 2018	
Eloïse MARREC	Chargée de mission Médiation Sociale	Décembre 2018	

À cette équipe permanente s'ajoutent :

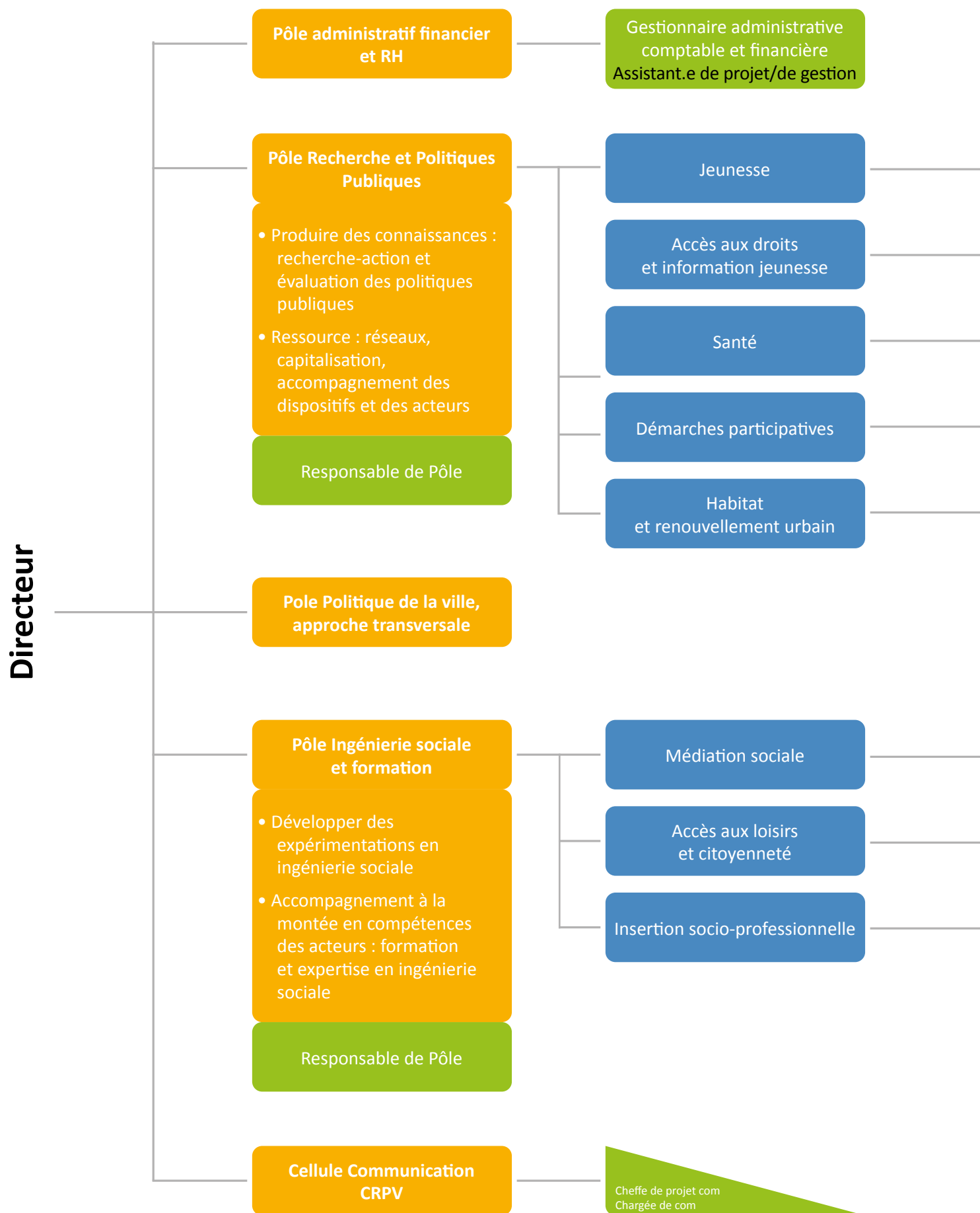
Prénom et Nom	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ
Véronique MAIS	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Didier FRANCIS	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Juciclei PICANCO DE SOUSA	Médiateur en Milieu Scolaire	Octobre 2018	
Janel SIMEON	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	Juillet 2019
Patricia ROSEMONT	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	Juillet 2019
Marc RAISIN	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	
Nadège ELIBOX	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	Décembre 2019
Raymond ABLANC	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2018	Juillet 2019
Cécilia CABRERA	Agent de surface	Janvier 2019	Juin 2019
Tanguy LE NENAON	Chargé de mission Habitat et Renouvellement urbain	Février 2019	
Stéphanie BONIN	Chargée de mission Communication	Février 2019	
Juliette GEDEOMME	Chargée de mission Communication	Avril 2019	Décembre 2019
Camille LE SIMPLE	Stagiaire Santé	Avril 2019	Septembre 2019
Kilissan MULER	Stagiaire Santé	Avril 2019	Septembre 2019
Jeanne DUFRANC	Cheffe de projet Démarche Jeunesse	Juillet 2019	

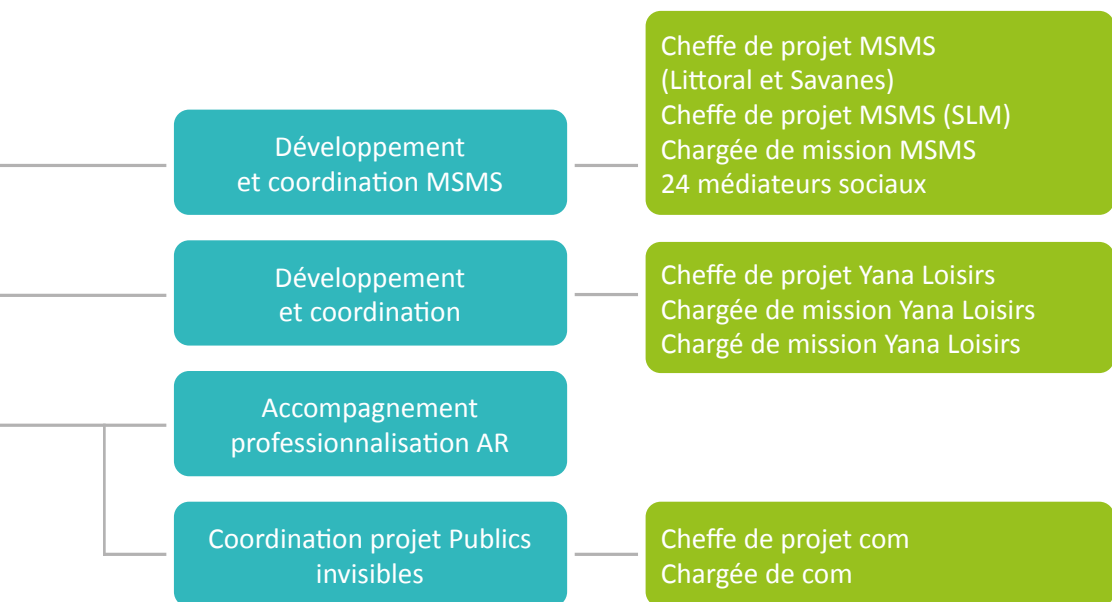
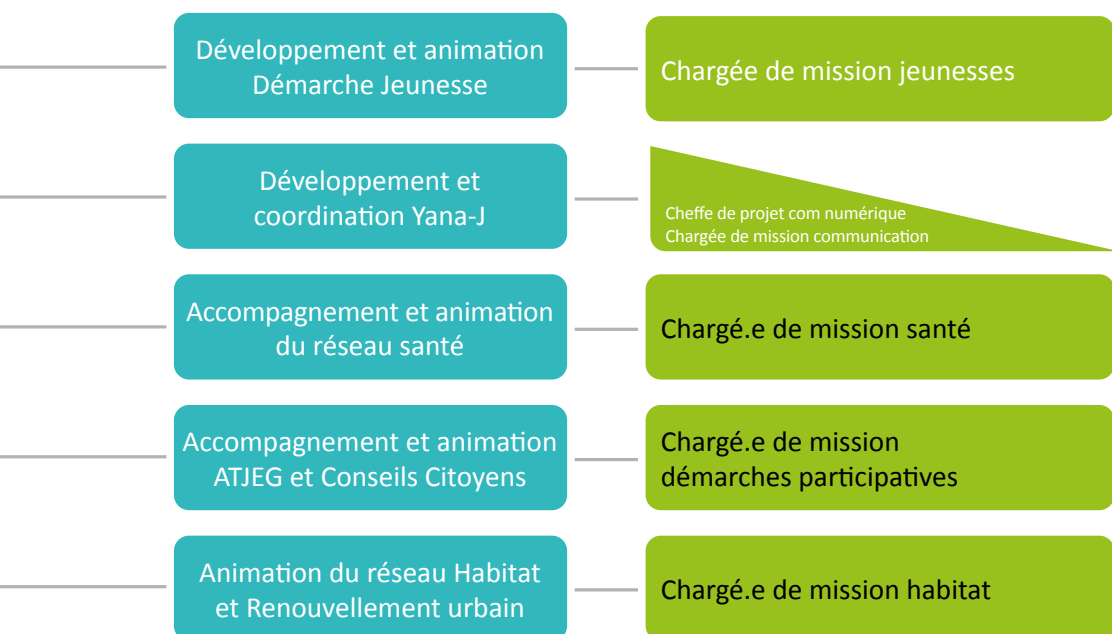
Prénom et Nom	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ
Weandy RAMOO	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Fabian Claudio Amiendolie	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Bernard CETOUT	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	Août 2019
Andwelle BAYA	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Line Marie CHARLES	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Agatha KOLJE	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Vanessa MACHINE	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Anthony VAANDJA	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Yohan PAYE	Médiateur en Milieu Scolaire	Août 2019	
Cécile WILLHELM	Cheffe de projet Contrat Partenaires Jeunes	Septembre 2019	
Hêv SEULEIMAN	Responsable de Pôle Innovation sociale	Septembre 2019	Septembre 2019
Angélique GALINDO	Assistante de projet	Octobre 2019	
Annie LOUYA KIHIDOU	Chargée de mission Démarches Participatives	Novembre 2019	
Sacha BERESKI	Chargée de mission Médiation Sociale	Novembre 2019	

Le Centre de ressources compte également 6 contrats de travail temporaire dans le cadre du projet Yana-J :

Prénom et Nom	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ
Goeremice ASODANOE	Modèle shooting photo	Octobre 2019	
Lincé BARJELIN	Modèle shooting photo	Octobre 2019	
Mickael CHEUNG YICK KOUNG	Modèle shooting photo	Octobre 2019	
Taliluwala THERESE	Modèle shooting photo	Octobre 2019	
Taynar BATISTA ARAUJO	Modèle shooting photo	Octobre 2019	
Ouempi SAKIAS	Modèle shooting photo	Octobre 2019	

ORGANIGRAMME





- Pôles
- Politiques Publiques
- Missions/formats d'interventions
- Ressources humaines
- Besoins en ressources humaines

PRESTATAIRES

Nom du Prestataire	Objet	Thématique
Publirama	Conception et impression des supports de communication	COMMUNICATION
Bitwip	Élaboration et diffusion de la lettre mensuelle	COMMUNICATION
CCB Guyane	Contrat Imprimante	FONCTIONNEMENT
Question de Ville	Projet de communication des Centres de Ressources	POLITIQUE DE LA VILLE
France Médiation	Formation, animation et accompagnement des structures de médiation sociale	MÉDIATION
Arapasi Guyane	Préparation et intervention en psychologie	MÉDIATION
Stipa	Conception et impression des publications	MÉDIATION
Novius	Conception du site	YANA-J
DUFRANC JEANNE Chercheuse indépendante	Travaux jeunesse	DÉMARCHE JEUNESSE

Directeur de publication :
Denis Souillard

Suivi de conception :
Stéphanie Bonin

Conception graphique :
Citron Prune

Novembre 2020



CENTRE DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE DE GUYANE
12 RUE DU 14 JUILLET | BP 80691
97336 CAYENNE CEDEX
TÉL. 0594 28 79 43 | FAX 0594 28 79 44
WWW.CRPV-GUYANE.ORG